

Baseball

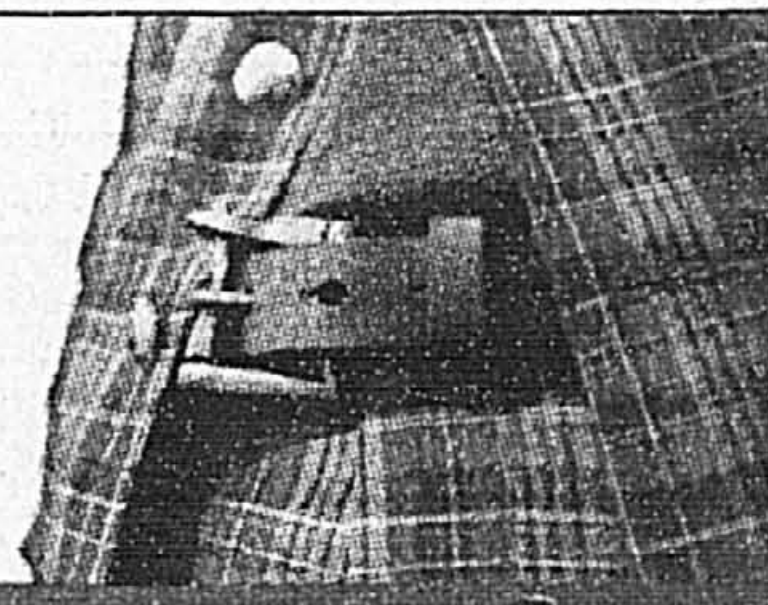
12
5
page S3



Télévision
Huit nouveaux téléromans à Radio-Canada
page E1

Cyberpresse
Faut-il contrôler Internet?
page B7

Mode
Turbulence: les remous de la mode
page C1



La SQ se réorganise

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La Sûreté du Québec de l'an 2000 aura des effectifs renouvelés à 50 % et comptera dans ses rangs des officiers provenant de différents milieux professionnels, qui n'auront pas passé par les fonctions de patrouilleur ou d'enquêteur.

C'est ce qui ressort des propos tenus hier par le ministre de la Sécurité publique, Robert Perreault, et le directeur général intérimaire de la SQ, Guy Coulombe, lors d'une rencontre de presse.

Tous deux ont comme objectif

que la SQ compte dans un avenir proche 30 % d'officiers qui détiennent un diplôme universitaire. M. Coulombe est toutefois d'avis qu'il y a actuellement à la SQ des policiers qui pourront assumer un jour des postes de commandement, et même prendre la direction générale du corps de police.

Le ministre Perreault a expliqué qu'il avait donné trois mandats à M. Coulombe:

- la mise en place de la réforme en matière d'organisation policière;
- l'amélioration continue du fonc-

tionnement des unités responsables d'enquêtes criminelles;

■ la consolidation de l'encadrement à tous les échelons de la Sûreté.

« Ma conviction depuis le début est que la Sûreté du Québec devait changer et maintenant ma conviction est que la Sûreté change », a souligné le ministre.

Au début de son allocution, M. Coulombe a expliqué que la SQ vivait trois mutations importantes.

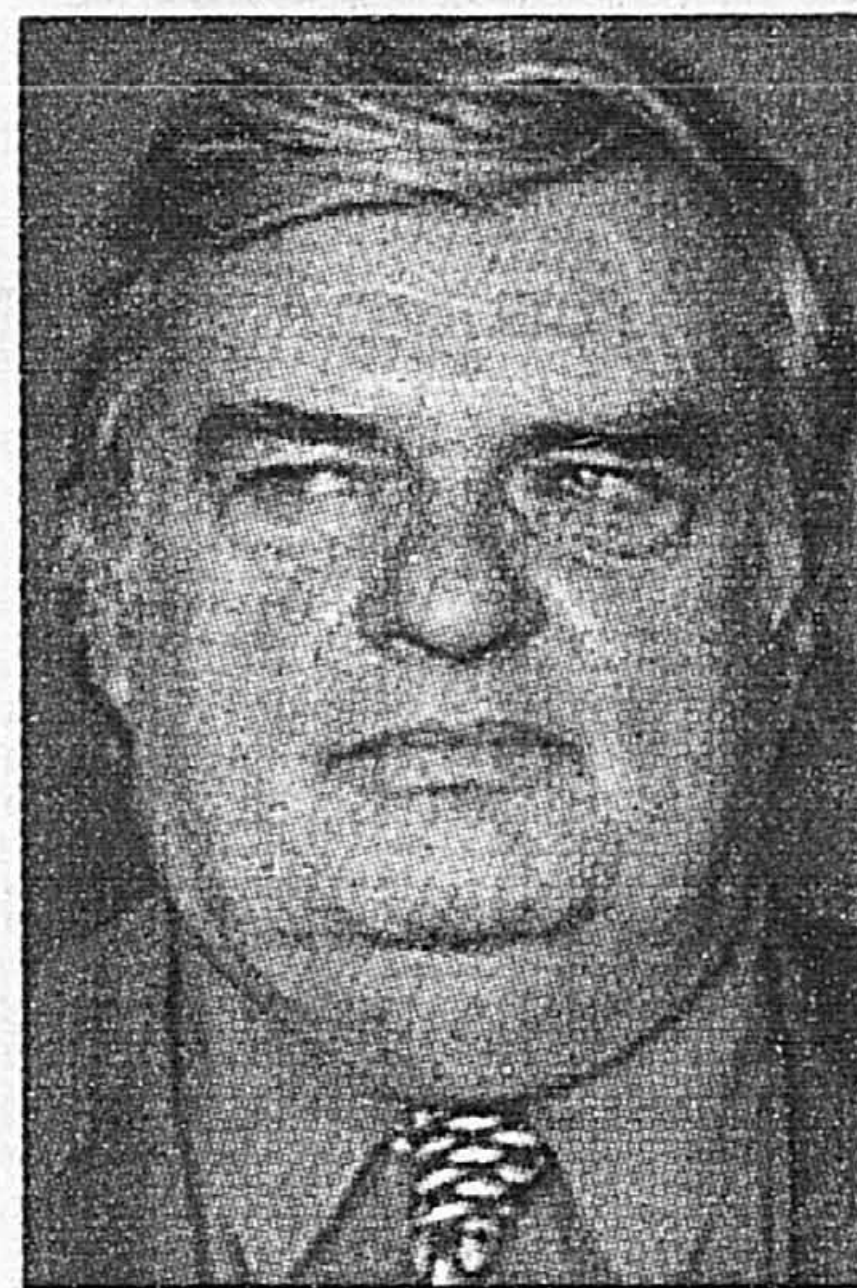
Le premier changement majeur touche 2000 des 4000 policiers qui seront appelés à jouer le rôle de

« policiers municipaux » dans 86 municipalités régionales de comté (MRC) à travers la province.

« Parallèlement à cette mutation, ajoute-t-il, il y en a une autre qui est en marche et elle touche toutes les enquêtes criminelles, ce qui représente 1600 personnes environ. La troisième mutation touche l'encadrement. Je suis persuadé que l'une des causes des problèmes à la SQ est reliée à l'encadrement qui

Voir LA SQ en A2

■ Autres textes, page A3



Guy Coulombe

PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

Pour un retour sans surprise!

De Mirabel ... à Dorval

MARTIN PELCHAT

Le déménagement de Mirabel à Dorval de la presque totalité des vols internationaux réguliers à partir du 15 septembre prochain risque de donner des maux de têtes à plusieurs voyageurs et à leurs proches.

Un voyageur parti de l'aéroport de Mirabel avant le transfert des vols pourrait ainsi rentrer au pays via Dorval, ou vice versa s'il s'est déplacé à bord d'un vol nolisé sur les États-Unis. Il devra donc veiller à ce que sa voiture ou sa famille ne l'attendent pas... à l'autre aéroport.

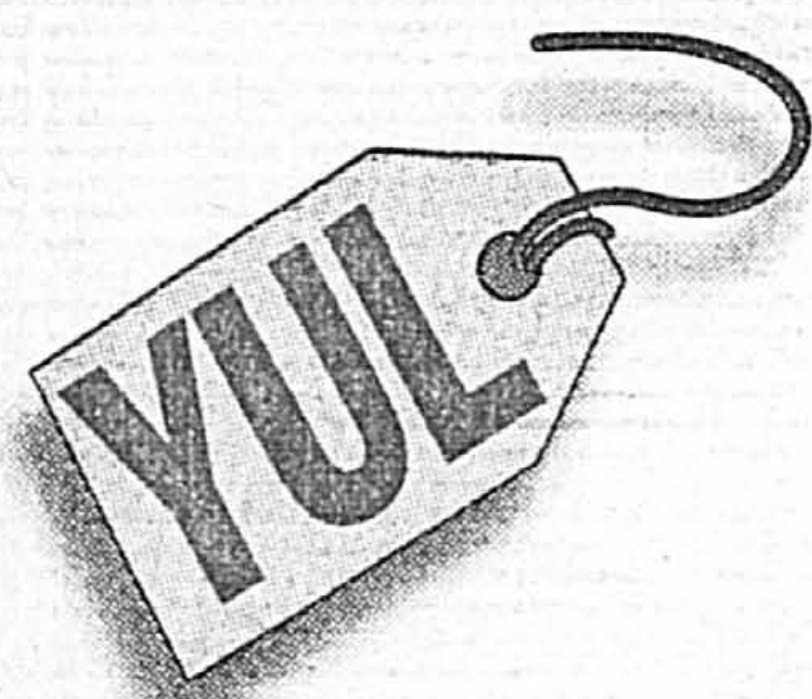
Aéroports de Montréal (ADM) a entrepris hier une campagne de « prévention » pour éviter de tels imbroglios aux voyageurs pendant la période dite de transition. Avec juin et juillet, août constitue un des mois les plus achalandés de l'année dans les aéroports et la vigilance s'impose déjà pour ceux qui partent pour quelques semaines.

Voir DE MIRABEL en A2



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

À compter du 15 septembre, au moins 13 sociétés aériennes exploiteront leurs vols réguliers à partir de l'aéroport de Dorval qui a déjà aménagé une jetée internationale temporaire.



Voici la liste des sociétés aériennes dont les vols réguliers seront exploités à partir de Dorval:

- Aeroflot.....à déterminer
- Aerolinas Argentinas.....
-17 septembre
- Air Canada.....15 septembre
- Air France.....15 septembre
- Air Saint-Pierre.....16 septembre
- British Airways.....15 septembre
- CSA Czech Airlines...16 septembre
- El Al Israel Airlines...15 septembre
- Iberia L.A.E.....17 septembre
- KLM Royal Dutch Airlines.....
-17 septembre
- Canadien International.....
-19 septembre
- Mexicana Airlines.....18 septembre
- Olympic Airways.....16 septembre
- Royal Air Maroc.....à déterminer
- Swissair.....15 septembre

La rencontre de deux grands

Great-West Lifeco

Siège social: Winnipeg, Manitoba
Actif: 42,9 milliards \$
Bénéfice net 1996: 289,3 millions \$ (+ 17 %)
Effectif: 3000 au Canada, 4000 aux États-Unis
Actionnaire de contrôle: Financière Power, Montréal (86 %, famille Desmarais)



Groupe d'assurances London

Siège social: London, Ontario
Actif: 24,8 milliards \$
Bénéfice net 1996: 150 millions \$ (+ 8,6 %)
Effectif: 11 000
Actionnaire de contrôle: Trilon, Toronto (57 %, famille Bronfman)



Infographie La Presse

Great-West offre 500 millions de plus au Groupe d'assurances London

La filiale de la Financière Power deviendrait le N° 1 au Canada

VALÉRIE BEAUREGARD

Coup de théâtre dans le monde financier. La Great-West Lifeco fait une surenchère dans la course pour le Groupe d'assurances London.

La filiale de la Corporation Financière Power offre 2,9 milliards de dollars contre les 2,4 milliards présentés par la Banque Royale au mois de juin.

L'offre de la Great-West, qui vise à créer le plus important groupe d'assurance-vie au Canada, avec un actif total de 52,8 milliards — ce qui éclipse de la tête du palmarès la Financière Manuvie — vient contrecarrer la gloutonnerie de la première banque canadienne.

En fin de journée, le conseil d'administration du Groupe d'assurances London a indiqué par voie de communiqué son intention de recommander à ses actionnaires l'acceptation de l'offre de la Great-West « sous réserve d'un examen approfondi des modalités de l'offre et en supposant qu'il n'y aura pas d'autres développements majeurs ». Il en a informé la Banque

Royale qui a jusqu'au 22 août pour égaler l'offre de la Great-West. Si l'offre de la Great-West est égale par la Banque Royale, cette dernière aura préséance en vertu des conventions signées avec le Groupe d'assurances London et son principal actionnaire, la société Trilon.

La Banque Royale cherche à ajouter à sa couronne un joyau du monde de l'assurance comme elle l'a fait dans le domaine du courtage en valeurs mobilières (RBC Dominion) et des sociétés de fiducie (Trust Royal). Le Groupe d'assurances London est propriétaire de la London Life, le premier fournisseur canadien d'assurance-vie individuelle, détenteur du programme Liberté 55. La compagnie est établie à London, en Ontario.

« En moins d'une décennie, les changements dans le secteur des services financiers au Canada se sont soldés par la prise de contrôle des services bancaires d'investissement, de fiducie et de prêt par les principales banques. L'offre de la Great-West, si elle est accep-

Voir GREAT-WEST en A2

■ Autres textes, page D1



Il y a 55 ans à Dieppe

Cinquante-cinq ans après le raid anglo-canadien sur les côtes normandes, une centaine d'anciens combattants, dont Georges Giguère des Fusiliers Mont-Royal (notre photo), qui ont participé à l'opération Jubilee contre les troupes nazies, ont commémoré hier à Dieppe ce fait d'armes qui a coûté la vie à 1250 hommes.

Nos informations, page B1

864

JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

- Petites annonces
- Index C4
- Immobilier C4 à C7
- Marchandises C7
- Emplois C7, E4
- Automobile E5 à E8

- affaires D2
- Arts et spectacles E1 à E3
- horaires-spectacles E2
- télé-horaire E2
- Bandes dessinées C6

- Bridge E4
- Carrières D6 et D7
- Décès E7
- Économie D1 à D14
- Êtes-vous observateur? C4

- Feuilleton E5
- Horoscope C5
- Informatique B7
- Loteries A2 et A4
- Mode C1 à C3
- Monde B3 et B4

- Mots croisés E4 et S10
- Mot mystère E5
- Politique B5
- Tabloid Sports
- Ronald King S5

ÉDITORIAL

Le Niger illettré - Frédéric Wagnière
page B2

MÉTÉO

Passages nuageux
Max. 23, min. 12
Cahier Sports, page 16



J'ai besoin de vacances • J'ai besoin de vacances • J'ai besoin de vacances • J'ai besoin de vacances

On les a tous ! A un petit prix

Tunisie 9 septembre 16 jours : Grand tour + séjour, 36 repas 1 585 \$	EUROPE 97	multi-voyages
Alger 1 169 \$	Abidjan 1 589 \$	Toronto 169 \$
Casablanca 829 \$	Dakar 1 389 \$	Vancouver 429 \$
Tunis 1 069 \$	Ft. Lauderdale 369 \$	San Francisco 489 \$
Cairo 1 099 \$	Los Angeles 479 \$	Rome 889 \$
	Calgary 389 \$	Istanbul 1 069 \$

Paris 569 \$, Marseille 669 \$, Nice 629 \$, Bruxelles 669 \$, Lyon 649 \$, Londres 689 \$

Tous les prix sont à partir de **484 \$**

8403, rue Saint-Denis, Montréal (Qc)
H2P 2G9 Tél. : **858-6260**
Permis du Québec

Suites de la une

La SQ se réorganise

LA SQ / Suite de la page A1

comprend la formation, l'évaluation et la description des tâches et le mode de nomination. Cette réforme va être moins publique que les deux autres, mais elle est extrêmement importante parce que c'est là que l'avenir de la Sûreté va se jouer. J'ai dit aux officiers que nous avions pris le pari d'ouvrir les fenêtres et quand on ouvre, il y a un courant d'air qui peut survenir et il y en aura qui n'auront pas les pieds assez solides pour se tenir debout. Il est donc essentiel d'ouvrir ces fenêtres pour faire appel à d'autres dimensions que celles que la Sûreté a vécues depuis toujours.»

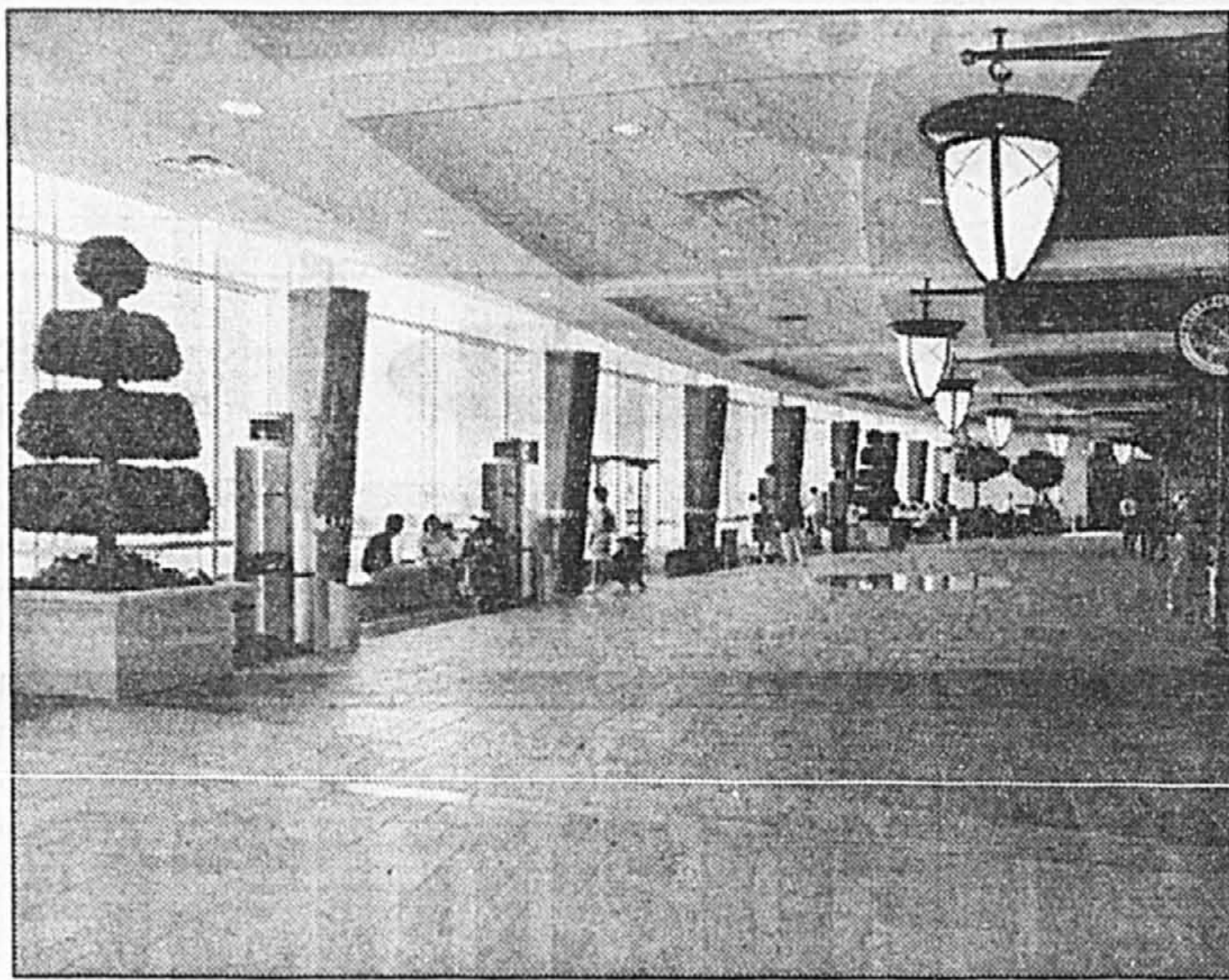
La majorité des policiers actuels de la SQ sont en poste depuis les années 60-70, ce qui signifie beaucoup de mises à la retraite incessamment. Et ces départs, selon M. Coulombe, représentent un avantage pour le renouvellement.

Entrée latérale

Dans son projet « Orientations et plan d'action », la SQ veut mettre en marche un programme d'entrée latérale de policiers universitaires. M. Coulombe aimerait leur donner le grade de lieutenant ou de capitaine. « Avec ce projet, nous ne sommes plus au niveau mutation, mais bien au stade révolution parce que c'est 100 ans d'habitudes qui vont changer », a-t-il précisé.

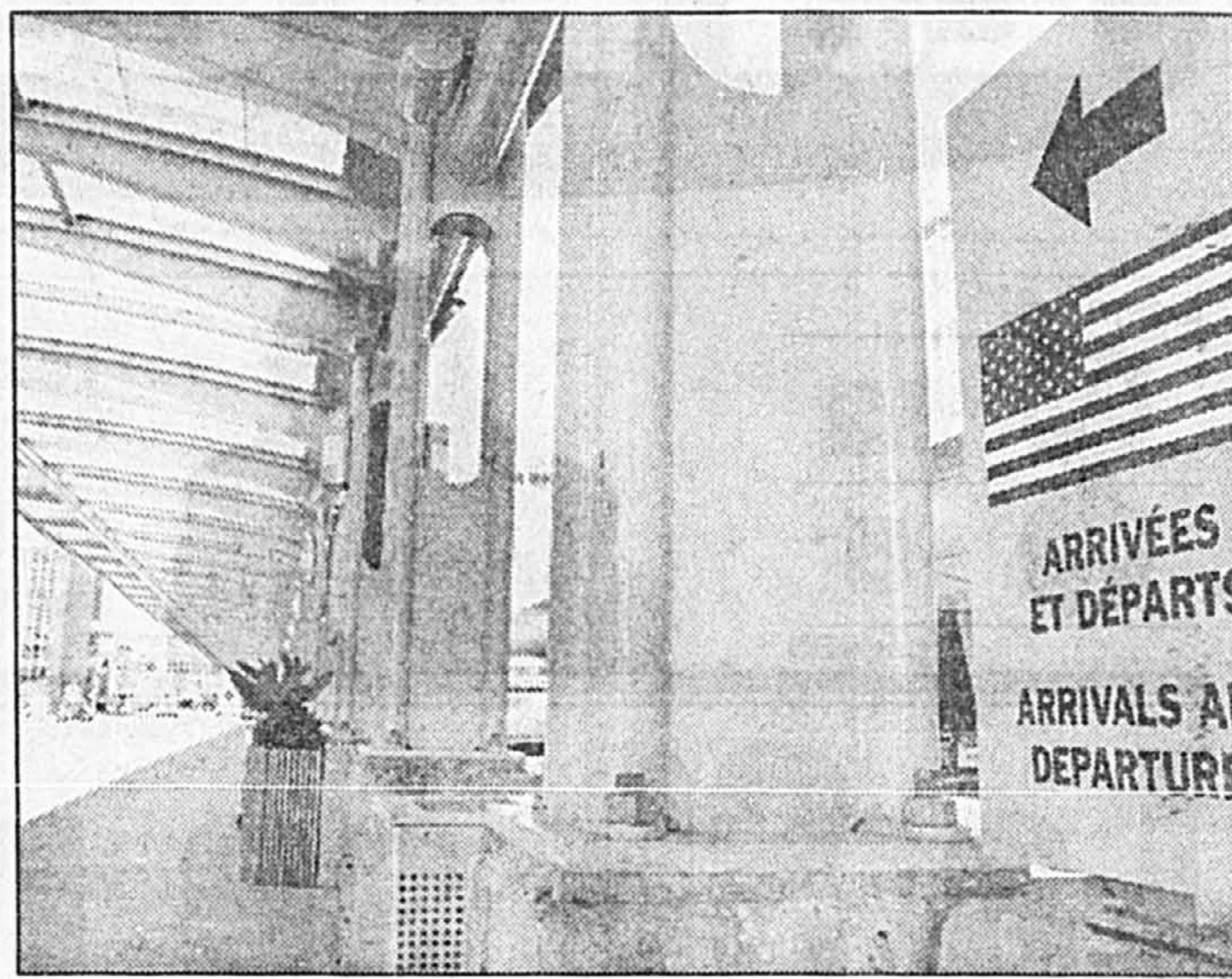
Cette idée ne fait cependant pas le bonheur des actuels officiers qui ont démontré une forme de résistance.

« Je pense que c'est un défi important à l'aube de l'an 2000. Il n'y a pas d'organisation aujourd'hui qui peut totalement puiser son renouvellement strictement dans l'entrée à la base et à la montée progressive dans l'entreprise. Il a donc là une ouverture de souplesse. Il y a des gens qui ont été formés comme avocats, comptables, etc., qui pourront entrer à la SQ pour occuper des postes d'officiers, quitte à suivre une période d'apprentissage du milieu policier », a expliqué le ministre Perreault.



PHOTOS ROBERT MAILLOUX, La Presse

Les voyageurs risquent d'être perturbés par le déménagement des vols internationaux réguliers à l'aéroport de Dorval qui a été doté d'une jetée temporaire.



Au moins 13 transporteurs offrant des vols internationaux réguliers ont choisi de profiter de la libéralisation des vols pour emménager à Dorval.

De Mirabel... à Dorval

DE MIRABEL / Suite de la page A1

« Les voyageurs qui rentreront au pays via les aéroports de Montréal le 15 septembre prochain ou après cette date sont invités à bien vérifier leur billet d'avion et à consulter s'il y a lieu leur agent de voyages ou leur société aérienne pour identifier le bon aéroport de retour et planifier leur arrivée en conséquence », a averti hier le porte-parole d'ADM, Michel Fréchette.

Le code international de l'aéroport de Dorval sur les billets

d'avion est YUL et celui de Mirabel YMX.

Des transporteurs qui offrent des vols internationaux réguliers depuis Mirabel, seule la société aérienne cubaine Cubana a décidé d'y maintenir ses activités. Quinze autres ont choisi de profiter de la libéralisation des vols, qui met fin au monopole de Mirabel sur ce marché, pour emménager à Dorval.

C'est ainsi que dès le 15 septembre, Air Canada, Air France, British Airways, El Al et Swissair exploiteront leurs vols réguliers internationaux à partir d'un Dorval revam-

pé et doté d'une jetée internationale temporaire. Le lendemain, Air Saint-Pierre, Czech Airlines et Olympic Airways suivront. Le 17, ce sera au tour d'Aerolíneas Argentinas, d'Iberia et de KLM. Puis le 18 de Mexicana et le 19 de Canadien. Aeroflot et Royal Air Maroc doivent encore préciser la date du début de leurs opérations à Dorval.

Outre Cubana, Mirabel demeurera la base des experts du nolisé que sont Air Transat, Canada 3000, Corsair, Jaro et Royal. Basée à Mirabel, la ligne aérienne régulière

Royal Jordanian cessera quant à elle ses activités au Canada à la mi-octobre.

D'ici la fin de la période de transition, ADM invite donc les voyageurs à préciser à leurs accompagnateurs à quel aéroport ils devront venir les accueillir. « Les voyageurs dont le vol de retour atterrit à l'autre aéroport devraient éviter de stationner leur véhicule à l'aéroport de départ », ajoute M. Fréchette, en conseillant l'utilisation de la navette, accessible au 777, rue de La Gauchetière Ouest, au centre-ville de Montréal.

Great-West offre 500 millions de plus au Groupe London

GREAT-WEST / Suite de la page A1

tée, renforcera l'autonomie du secteur de l'assurance », déclare la compagnie Winnipeg dans un communiqué.

La transaction permettra de regrouper de façon informelle la Great-West, le Groupe Investors et la London Life sous une ombrelle de services de planification financière à long terme. Ces trois entités disposeront de trois forces de vente distinctes totalisant environ 7000 représentants.

La Great-West offre 33,50 \$ l'action, payable au comptant ou en combinaison d'espèces et de titres, soit une prime de 22 % sur l'offre de la Banque Royale. L'offre est équivalente à 2,4 fois la valeur comptable des actions du Groupe

London, ce qui, en termes absolus, est considéré comme élevé.

Les observateurs trouvent normale la générosité de la Great-West car les possibilités de synergie qui s'offrent à elle sont plus attrayantes. « Il y a beaucoup plus de potentiel pour de la vente croisée, voilà pourquoi elle peut se permettre d'offrir davantage », déclare à La Presse l'analyste financier Michael Goldberg de la maison HSBC James Capel Canada. Ce que confirme la Great-West, qui évoque des « avantages économiques qui ne pourraient voir le jour si London Life était acquise par un acheteur en dehors de l'industrie ». M. Goldberg croit qu'il est toujours possible, mais peu probable, que la Royale modifie son offre.

Selon M. Jean-Guy Gourdeau, responsable du resserrement ces

dernières années des relations de travail entre Investors et la Great-West, l'intérêt de la Great-West pour la London a resurgi lorsque la société Trilon, de la famille Bronfman de Toronto a accepté l'offre de la Banque Royale. « Historiquement, la compagnie n'était pas à vendre », précise M. Gourdeau qui mentionne que des offres du groupe Power avaient par le passé été refusées.

La Great-West Lifeco prévoit financer cette transaction à même les ressources de trésorerie dont elle dispose déjà et par l'émission d'actions.

« Nous avons toujours su qu'une offre concurrente était une possibilité », déclare M. David Moorcroft, vice-président aux affaires publiques de la Banque Royale qui s'était d'ailleurs ménagé une clause

de frais de résiliation de 70 millions de dollars pour avoir ouvert les enchères.

C'est après avoir scruté les livres de la London pendant six jours que la Great-West déposait une offre hier matin. La balle est maintenant dans le camp de la Banque Royale puisque celle-ci dispose maintenant de trois jours pour rappliquer à l'offre de sa concurrente.

L'offre de la Great-West est conditionnelle à l'obtention d'au moins 90 % des actions du Groupe London et est sujette aux approbations d'usage.

Le marché boursier a accueilli favorablement la stratégie de la Corporation Financière Power qui a vu son action bondir de 1,55 \$, pour s'établir à 37,30 \$. Le titre du Groupe d'assurances London est passé de 27,05 \$ à 33,65 \$, comme il était prévisible.

Pour FAIRE LE POINT sur l'actualité lisez le cahier Plus chaque samedi dans La Presse

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Télécopieur : 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par : La Presse, Ltée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.



Code du jour 34-3

Mercredi, 20 août 1997

LOTÉRIES

La quotidienne à trois chiffres : 565 à quatre chiffres : 1117

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donateurs aux endroits suivants:

- à Montréal: Centre des donateurs, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à midi et de 13 h à 17 h 30;
- à Montréal: Complexe Guy-Favreau, niveau 00, 200, boul. René-Lévesque Ouest, de 11 h à 17 h. Objectif: 150 donateurs;
- à Granby: collecte du maire, parrainée par le club Optimiste, 288, rue Bourget Ouest, de 10 h à 20 h 30. Objectif: 600 donateurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Goûts cosmopolites

■ Denis Villeneuve, que vous avez peut-être découvert avec la Course Europe-Asie ou ses vidéoclips, est l'un des six réalisateurs du film Cosmos. Pendant le Festival des films du monde, il se fera discret puisqu'il s'apprête à tourner son premier long métrage avec Pascale Bussières et Alexis Martin. Saviez-vous que ce réalisateur globe-trotter a son petit circuit de restaurants ethniques à Montréal? Demain dans le cahier Sortir, il vous propose de goûter aux saveurs de l'Iran, du Brésil, du Pérou et du Japon, en compagnie de notre collaborateur Marc Coiteux.

QUESTION DU JOUR

Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

La Ville de Montréal prend-elle la bonne décision en décidant de récupérer 42 millions sur la masse salariale de ses employés afin d'absorber la facture de 47 millions que Québec lui a refilée?

Les deux tiers des Canadiens sont maintenant d'accord pour éliminer la pièce d'un cent et pour arrondir les prix aux cinq cents près. Abondez-vous dans le même sens?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 58 %
Non: 42 %

« Et si on construisait un véhicule Lincoln qui permettrait à son conducteur de ne pas choisir que les bonnes routes. »

Henry M. Leland, fondateur de la société Lincoln Motor Company, env. 1922.

Voici le tout nouveau Lincoln Navigator 1998.



LINCOLN NAVIGATOR

Pour plus de précisions ou pour faire un essai routier, appelez le Centre Lincoln au 1 800 387-9333 ou visitez notre site Web à www.ford.ca.

Le mot du jour
baskets

■ On appelle *baskets* un certain type de chaussures de sport. Le terme est plus usité en France que chez nous. Le mot *tennis* désigne à peu près le même

genre de chaussures. Les *running shoes* sont des *chaussures de course*. Quant au terme *espadrilles*, qu'on emploie ici au sens de *baskets* ou de *tennis*, il désigne plus particulièrement des « chaussures de toile ».

Paul Roux

L'EXPRESS
DU MATINSynthroid:
recours collectif

■ Une demande d'autorisation pour-intenter un recours collectif a été déposée hier au palais de justice de Montréal contre la société Boots Pharmaceuticals, des États-Unis, BASF, d'Allemagne et Knoll, une autre société américaine, qui ont été impliquées dans la fabrication du médicament Synthroid. Synthroid est un médicament pour soigner les déficiences de la glande thyroïde. Le recours, qui ne met aucunement en cause la qualité de ce médicament, allègue que Boots et les autres sociétés se sont arrangées pour cacher ou dénigrer de mauvaise foi des recherches démontrant que d'autres médicaments, moins coûteux, étaient tout aussi efficaces pour lutter contre l'hypothyroïdie. Boots, qui fabriquait Synthroid dans les années 80, a été rachetée par Knoll Pharma, une filiale de BASF, qui a continué cette campagne, selon la poursuite. La poursuite affirme que ces manoeuvres ont coûté aux utilisateurs de Synthroid dans le monde de quelque 365 millions de dollars US de trop.

Le tofu est autorisé

■ Le ministère québécois de l'Agriculture et de l'Alimentation a tenu, hier, à préciser que les produits de tofu et à base d'autres protéines végétales sont autorisés au Québec, « s'ils sont correctement identifiés et présentés en fonction de leurs caractéristiques propres ». Sont interdits de vente les produits « prêtant à confusion avec les produits laitiers par leur présentation, couleur, forme et usage ».

Adolescent recherché

■ La police de Laval fait appel à la population pour retrouver Jonathan Leduc, 17 ans, disparu d'un centre d'accueil de Laval-des-Rapides depuis le 3 août. Au moment de sa disparition, il portait des jeans blancs, un chandail rouge, une casquette blanche et un sac à dos vert. L'adolescent mesure 1,57 m et pèse 52 kilos. Il a les cheveux blonds et les yeux bleus. Toute information pouvant aider à le retrouver peut être transmise à la police de Laval au 662-4250.



Jonathan Leduc

Femme heurtée par
une automobile à Laval

■ Une femme de 59 ans a été gravement blessée hier par une automobile alors qu'elle traversait le boulevard Chomedey à Laval. L'accident s'est produit vers 19 h. Souffrant d'importantes blessures à la tête, la dame a été conduite à l'hôpital Sacré-Coeur. Son état est critique mais stable.

Problème d'eau
à Saint-Hubert

■ Jusqu'à nouvel ordre, les résidents de Saint-Hubert qui habitent à l'est du boulevard Gaétan-Boucher devront faire bouillir leur eau pendant cinq minutes avant de la consommer, a indiqué hier l'administration municipale. Le secteur à problème s'étend jusqu'à la limite de Saint-Hubert et de Carignan. La dernière analyse bactériologique a révélé la présence de coliformes en quantité supérieure aux normes.

Danse contact

■ L'escouade de la moralité du secteur Sud a arrêté sept personnes hier soir au bar le Pussy Corps, au 263, rue Sainte-Catherine Est. D'après la police, les clients étaient invités à se rendre dans une chambre privée où une danseuse acceptait de se masturber ou d'être caressée par le client, moyennant un supplément. Trois hommes et trois danseuses ont été arrêtés en compagnie de la tenancière de l'établissement, une femme d'environ 50 ans. Ils seront respectivement accusés de s'être tenus dans une maison de débauche, en tant que client ou « agent », et d'avoir dirigé une telle maison.

Coulombe devance la commission Poitras

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le directeur général intérimaire de la Sûreté du Québec, Guy Coulombe, n'a pas l'intention d'attendre la fin de l'enquête de la commission Poitras et ses recommandations avant de procéder à de grands changements touchant le travail policier et les officiers de ce corps de police qui traverse actuellement la crise la plus grave de son histoire.

« Moi, je considère cette crise-là (qui a débuté avec l'affaire Matticks) comme une occasion de changement. Dans une crise, il y a deux attitudes à prendre : baisser les bras ou faire des changements. Nous allons faire des changements et si la commission Poitras arrive avec des recommandations qui modifient certaines choses, on s'ajustera. Si elle ne modifie rien, on sera dans la bonne direction. Je n'ai pas du tout l'intention d'attendre et c'est clair dans l'entreprise. C'est aussi la volonté qui anime les éléments dynamiques de la Sûreté », a expliqué M. Coulombe qui semble se plaire énormément dans son rôle de directeur général de la police provinciale.

Lors de l'entrevue, il a été question de tous les officiers qui témoignent devant la commission Poitras ou dont le nom a été ou sera mentionné de façon négative. Il est évident que bon nombre d'entre eux ne seront pas de retour dans leurs fonctions, soit comme responsables de modules opérationnels ou comme membres de l'état-major.

« Il faut comprendre, explique-t-il, qu'il y en a qui vont partir de façon naturelle, c'est-à-dire une fois rendus à 32 ans de service ou à



Le ministre de la Sécurité publique, Robert Perreault, avec le directeur général intérimaire de la SQ, Guy Coulombe.

l'âge de la retraite ; d'autres qui vont peut-être prendre une décision personnelle de quitter leur poste sans nécessairement être poussés dans le dos, afin d'orienter leur carrière professionnelle de façon différente. Et il y en a peut-être d'autres à qui on va dire que ça serait peut-être mieux qu'ils orientent leur carrière de façon différente. Je ne veux pas nommer de noms aujourd'hui, ça serait ridicule de le faire. Et tout cela ensemble va permettre d'aboutir.»

M. Coulombe a tenu à préciser qu'il est important de se rappeler que la commission Poitras étudie principalement les événements du passé et que la SQ ne doit pas être paralysée.

Il ne s'est pas caché pour mentionner qu'à cause de cette crise, le personnel du corps de police n'est pas très enthousiaste. « Beaucoup se questionnent sur l'avenir. On ne parle pas tellement du passé. Je constate qu'il y a réellement une volonté de changement. Je suis sincère quand je dis que je suis optimiste pour l'avenir », précise-t-il.

Le sort de Barbeau

M. Coulombe a souligné que l'enquête publique touche une cinquantaine d'agents et d'officiers et que pendant ce temps, les 3500 autres membres de la SQ continuent à faire toutes sortes d'interventions et à traduire des criminels devant les tribunaux.

Serge Barbeau sourit
avec réserve aux
changements annoncésL'ex-directeur général de la SQ souligne
la nécessité d'obtenir l'appui du syndicatROLLANDE PARENT
de la Presse Canadienne

Les éléments de réforme annoncés hier par le directeur général, par intérim, de la Sûreté du Québec (SQ), Guy Coulombe, ont été bien accueillis par l'ex-directeur général de cette force policière, Serge Barbeau, qui a néanmoins exprimé quelques réserves.

M. Barbeau estime que l'idée d'augmenter la formation des policiers et d'ouvrir les rangs à des gens ayant une formation universitaire et pas uniquement à des finissants en techniques policières provient d'un exercice de remue-méninges déjà fait par M. Barbeau et ses collaborateurs et commandants de région.

Sans l'aval des syndicats, celui des policiers et des officiers, rien ne pourra être fait, a cependant prévenu M. Barbeau, hier, au moment où il était interviewé, en marge de la commission Poitras qui enquête sur la SQ.

« Des universitaires en criminologie par exemple, comme officiers de direction à la SQ, c'est un concept qui a commencé à cheminer dans les années 1980 et qui s'est heurté à toutes sortes d'embûches.

« Il n'y avait aucune ouverture. Nous avions eu une fin de non-recevoir très claire de l'Association des policiers provinciaux du Québec et de la part des représentants des officiers supérieurs.

« S'il y a une ouverture, il faut sauter dessus. Aller de l'avant sans avoir l'appui de toutes les instances risquerait de créer d'autres problèmes plutôt que d'en régler », a-t-il déclaré.

Les syndicats ne voulaient pas d'un système où un poste était accordé à une personne de l'extérieur n'ayant pas franchi les échelons à l'intérieur, a expliqué M. Barbeau. « Ils protégeaient les membres de leur syndicat et ne voulaient pas que des promotions échappent à leurs membres.

Aux yeux de M. Barbeau, les

changements annoncés par M. Coulombe visent à montrer que la SQ va de l'avant.

« Comme directeur intérimaire, M. Coulombe doit gérer le présent. Il ne sera pas là longtemps, un an et peut-être une prolongation, selon ce qui se passera à la commission Poitras. Ce qu'il peut faire est de mettre en place les bases pour que la SQ continue à avancer », a-t-il dit.

M. Barbeau s'interroge toutefois sur les actions concrètes qui seront menées.

« Les propos de cette nature, ce n'est pas récent. Des réformes, ça fait des années qu'on en annonce. Évidemment, il y a un contexte économique et budgétaire pouvant favoriser la mise en place de réformes accélérées. Les ententes de service de la SQ avec les municipalités régionales de comté obligent à prendre des positions et à agir », a-t-il ajouté.

Quoi qu'il en soit, dans les changements qu'entend instaurer M. Coulombe, il a mentionné un nouvel encadrement aux enquêtes criminelles. Les enquêteurs devront fournir des rapports quotidiens de leurs activités afin de faciliter le suivi des dossiers et un meilleur encadrement.

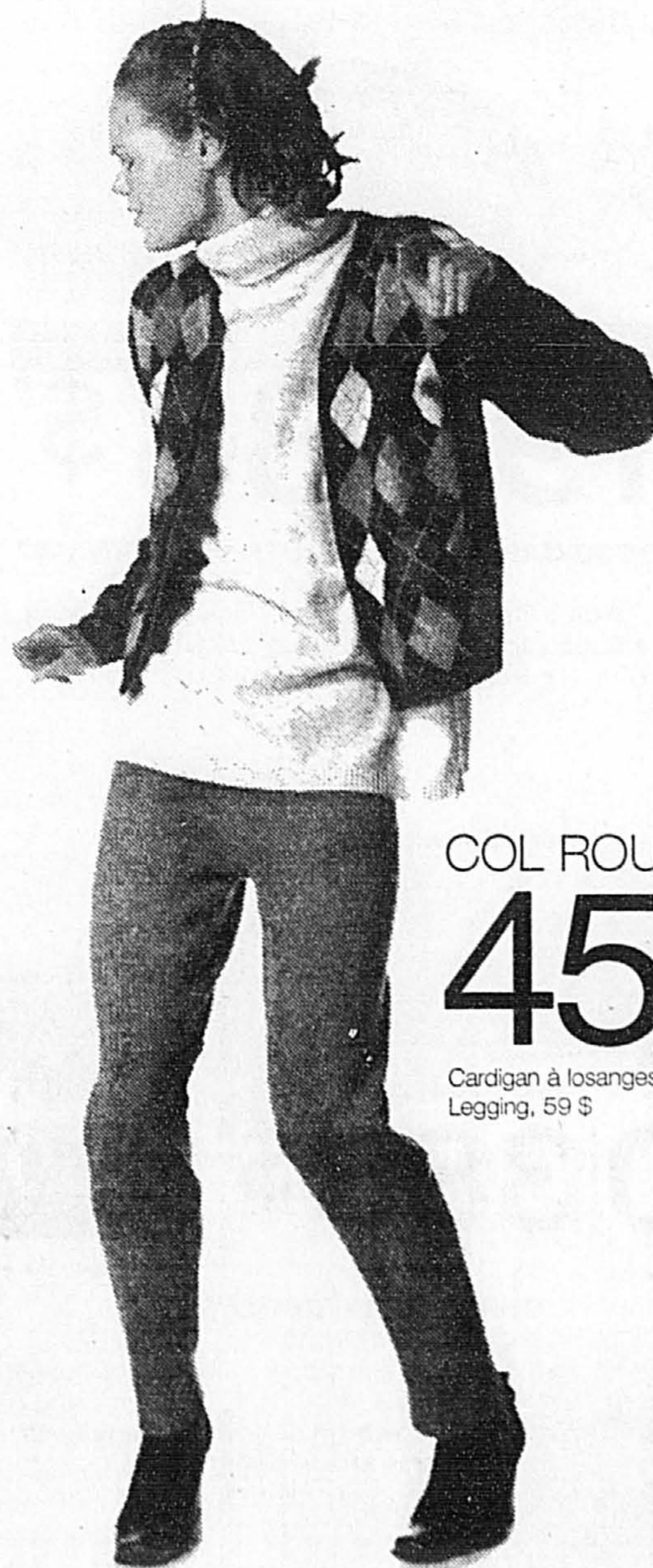
M. Coulombe a prévenu ceux qui n'arriveront pas à s'adapter qu'ils devront quitter les rangs.

« Ceux qui ne sont pas capables de suivre, il va falloir qu'ils se réorientent », a-t-il indiqué.

M. Coulombe a dit souhaiter qu'il y ait moins de mobilité chez les officiers de façon à conserver l'expertise développée. Il ne faut pas que le plan de carrière nuise à l'organisation, a-t-il dit.

Les interrogatoires des suspects sur vidéo font également partie des mesures envisagées.

« On ne peut pas se permettre d'attendre la commission Poitras, il faut mettre des réformes en marche, bon an mal an. La SQ doit traiter 800 dossiers criminels complexes », a-t-il signalé.

UNE RENTRÉE
EN DOUCEURCOL ROULÉ
45\$
ch.Cardigan à losanges, 69 \$
Legging, 59 \$AILES
LES AILES DE LA MODE

La commission Poitras: facture de dix millions?

ÉRIC CLÉMENT

Si le Conseil des ministres accorde prochainement à la commission Poitras, qui enquête sur la Sûreté du Québec, une prolongation de son mandat jusqu'en juillet 1998, la facture assumée par les contribuables pourrait dépasser les dix millions de dollars.

Le coût mensuel des travaux de la commission Poitras est d'environ 750 000 \$, d'après les documents fournis à *La Presse* par la commission et le ministère de la Sécurité publique: 400 000 \$ sont attribuables aux salaires versés aux avocats des participants, 300 000 \$ aux frais de la commission, comprenant les salaires versés aux commissaires, aux procureurs et aux employés de la commission, et 50 000 \$ à des frais annexes.

Même si le coût a été moindre dans les premiers mois de la com-

mission, entre novembre 1996 et avril 1997, alors qu'elle se trouvait dans sa phase préparatoire, on peut estimer que la commission a d'ores et déjà coûté plus de quatre millions de dollars.

La poursuite des travaux jusqu'au début du 1^{er} novembre, initialement prévu pour la remise du rapport, et leur prolongation tels quels jusqu'à fin juin 1998, coûtera environ 7,5 millions de dollars. Une sensible réduction des coûts pourrait cependant être possible si les deuxième et troisième volets de la commission sont écourtés.

La rémunération de la vingtaine d'avocats représentant des policiers de la Sûreté du Québec ou d'employés du corps policier est entièrement assumée par le gouvernement du Québec.

Les avocats qui coûtent le plus cher sont Jean-Claude Hébert, représentant les policiers Pierre Du-



Enquête sur la SQ

nault, Louis Boudreau et Hilaire Isabelle.

Leur travail est facturé 150 \$ l'heure.

Chaque avocat ne peut être payé au-delà de huit heures par jour. Pour les autres avocats, la facture varie entre 100 et 135 \$ l'heure.

Les trois quarts des frais mensuels de la commission, environ 225 000 \$, sont attribuables à la rémunération des 30 personnes qu'elle emploie. À tout seigneur tout honneur, c'est le président, Lawrence Poitras, qui est le mieux payé: 250 \$ l'heure, soit environ 40 000 \$ par mois en se basant sur une semaine de 40 heures, sont payés au cabinet McMaster Meighen, qui emploie Lawrence Poitras.

Viennent ensuite les procureurs de la commission. Pour le procureur en chef Bernard Roy, ce sont 185 \$ l'heure qui sont facturés par la firme Ogilvy Renault. Me Richard Masson touche 135 \$ l'heure et Me Guy Cournoyer, 100 \$.

Les deux commissaires, Louise Viau et André Perreault, sont payés sur la base annuelle de 125 000 \$. Le directeur du service de recher-

che et d'enquête, François Handfield, chargé d'une grande partie des travaux préparatoires de la commission, est rémunéré sur la base annuelle de 105 800 \$. La secrétaire de la commission, Louise Roy, touche 91 000 \$.

D'autres frais, assumés par le ministère de la Sécurité publique, représentent environ 50 000 \$ par mois. Ce sont des frais liés au travail de six policiers et d'un employé civil, en liaison avec la commission, assurant notamment la sécurité des commissaires. Se joignent à eux trois employés, dont deux occasionnels et une personne contractuelle qui a été embauchée pour faire de la recherche documentaire.

D'autres frais représentent les frais de bureautique, la papeterie, les ordinateurs, le téléphone et autres frais généraux.

La SQ peaufinait son image auprès des médias

ÉRIC CLÉMENT

En mai et en juin 1996, la Sûreté du Québec s'est attachée à soigner son image en élaborant toute une série de stratégies de communication visant spécifiquement les médias.

Toujours contre-interrogé par Me Jean Keable devant la commission Poitras, hier, le directeur général-adjoint de la SQ, Gilles Falardeau, a dit qu'un comité tactique en communication, dont il avait été nommé responsable, s'était réuni cha-

que jour entre le 21 mai 1996 et le 19 juin 1996 et procédait notamment à une revue de la presse, tôt le matin.

« Il s'agissait aussi de préparer pour le directeur général (Serge Barbeau) des éléments pour faciliter son point de presse », qui a suivi l'acquittement des quatre policiers, le 10 juin 1996, a ajouté M. Falardeau.

La SQ avait décidé de déployer beaucoup d'énergie pour faire passer son message dans la population. Outre M. Falardeau, le comité

tactique en communication était en effet composé de cinq autres officiers, dont deux des Enquêtes criminelles, et d'un conseiller juridique, Me Jean Manseau.

Serge Barbeau ne faisait pas partie de ce comité. Pourtant, il a témoigné, au printemps dernier, qu'il a suivi en janvier 1995 un cours en communication « qui touchait spécifiquement les médias » et qu'il a le titre « de spécialiste en relations publiques ».

La direction de la SQ avait préparé sa stratégie de communication

plus d'un mois avant le verdict du 10 juin 1996, dans un plan de communication d'une cinquantaine de pages, qui détaillait toutes les actions à prendre, notamment par le directeur général. Ce plan avait pour « mission » de « démontrer l'intégrité, la transparence et la crédibilité » de la SQ.


Lors de son témoignage, M. Barbeau a déclaré, en mai dernier, qu'un plan de communication « vise à contrer un certain nombre de perceptions chez des gens ou à les corriger ou à les changer ».

Le plan avait aussi pour but de solliciter des entrevues lors de certaines émissions d'affaires publiques et de rencontrer certains journalistes. Ainsi, dans le document déposé devant la commission, on peut lire certains noms de journalistes choisis « par priorité » par la direction de la SQ. La stratégie ne semble pas avoir changé depuis sur ce point, car les journalistes qui ont rencontré, hier matin, le directeur général par intérim, Guy Coulombe, ont aussi été « choisis » par la Sûreté du Québec.

LA VENTE LA PLUS PERCUTANTE DE L'ANNÉE EST DE RETOUR!

LA VENTE GOLOLOSSALE

CHRYSLER



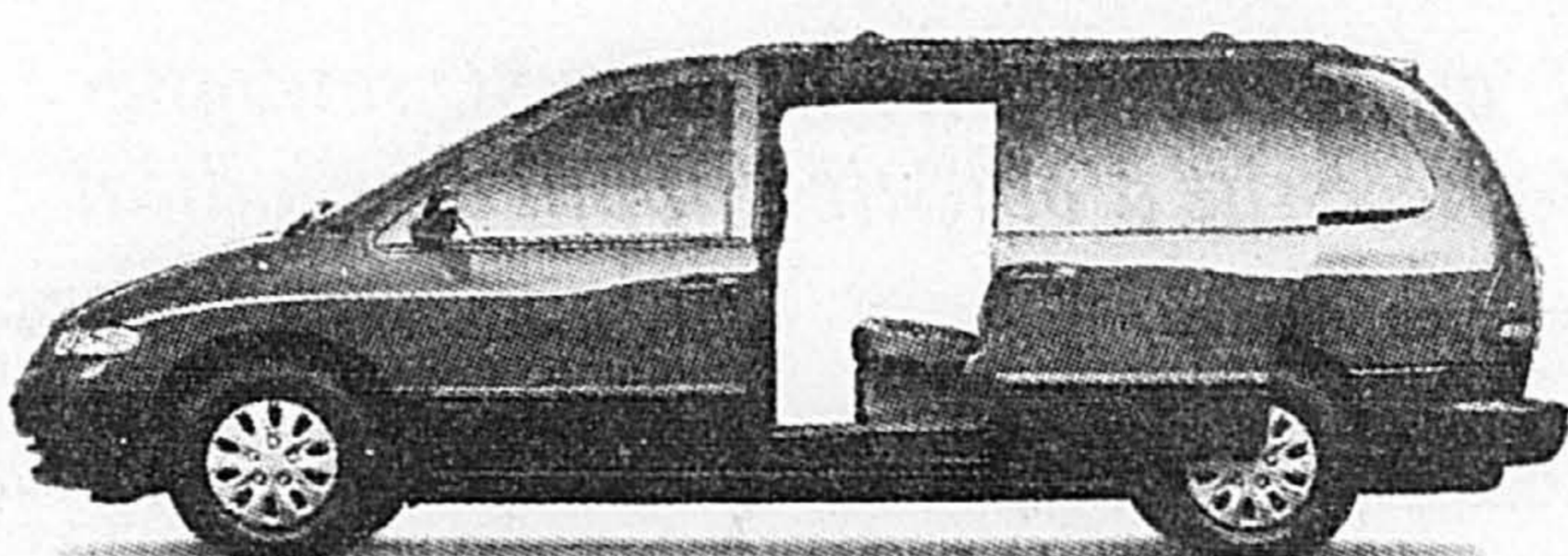
Remise additionnelle consentie sur les modèles 3 portes 1997 en stock.

19 788 \$*

DODGE CARAVAN/PLYMOUTH VOYAGER 1997

Ensemble 24T :

- Moteur V6 de 3 litres • Climatiseur • Transmission automatique
- Deux sacs gonflables • Radio AM/FM stéréo
- Sièges à roulettes Easy OUT^{MC}




La seconde porte coulissante est offerte sans frais supplémentaires sur tous les modèles 1997.

20 288 \$* ou 229 \$**

DODGE CARAVAN/PLYMOUTH VOYAGER 1997

Ensemble 24T + GKD :

- Moteur V6 de 3 litres • Climatiseur • Transmission automatique
- Deux sacs gonflables • Radio AM/FM stéréo
- Sièges à roulettes Easy OUT^{MC}




20 388 \$* ou 259 \$**

CHRYSLER INTREPID 1997

Ensemble 22C :

- Moteur V6 de 3,3 litres • Climatiseur • Deux sacs gonflables
- Transmission automatique à 4 rapports • Radio-cassette AM/FM stéréo • Vitres et verrouillage des portes électriques
- Phares antibrouillard



17 788 \$* ou 219 \$**

DODGE STRATUS/PLYMOUTH BREEZE 1997

Ensemble 24A :

- Moteur 2,4 litres à 16 soupapes et 150 chevaux • Climatiseur
- Deux sacs gonflables • Volant inclinable • Transmission automatique à 4 rapports • Radio AM/FM stéréo • Poutres de renfort latérales
- Régulateur de vitesse


CHRYSLER INSCRIRA VOTRE NOM SUR LE SENTIER TRANSCANADIEN!

Chrysler est l'un des commanditaires fondateurs du projet de Sentier Transcanadien. Ainsi, au moment de l'achat ou de la location de n'importe quel véhicule Chrysler en juillet, août et septembre, nous achèterons un mètre du Sentier de votre part et nous afficherons votre nom de façon permanente dans le pavillon de votre choix bordant le Sentier. Passez voir votre concessionnaire Chrysler.

* Toutes remises incluses. Taxe sur le climatiseur incluse. Transport, immatriculation, taxes et assurances en sus. Offre d'une durée limitée. Détails chez les concessionnaires participants.

** Tarif mensuel établi d'après la description des véhicules ci-haut. Location, terme de 30 mois. Comptant initial ou échange équivalent. Le premier versement sera exigé. Taxe sur le climatiseur incluse. Transport, immatriculation, taxes et assurances en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltée. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 51 000 km, au taux de 9 c le km. Offre d'une durée limitée, chez les concessionnaires participants. Ces offres sont mutuellement exclusives et ne peuvent être combinées à aucune autre. Le concessionnaire peut louer ou vendre à un prix moindre. Jusqu'à épuisement des stocks.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.




loto-québec

610202527					3 4	
35 36 38 44 48					565 1117	
50 53 58 59 60					Extra	
62 63 64 65 69					Tirage du 97-08-19	
					NUMÉRO: 837311	

T.V.A. LE RÉSEAU DES TIRAGES

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et le site officiel, cette dernière a priorité.

SOLITAIRE



Nos diamants et pierres précieuses sont sélectionnés par le laboratoire Gemmologique du Canada.

Mezzanine, MÉTRO Berri UQAM, 1500, rue Berri
Montréal 845-5243 sans frais 1-800-667-6878

Pendant ce temps-là, à Washington...

Je ne comprends pas ce qui m'arrive. Depuis que je suis revenue en ville, je ne vois plus Montréal de la même manière.

Maintenant, au lieu de passer mes journées à rouspéter contre Géranium Premier ou de déplorer le psychodrame qui secoue toujours l'hôtel de ville, au lieu de m'indigner contre le taux de chômage le plus élevé en Amérique du Nord, de loucher du côté des vitrines sales et des affiches à louer, de compter les bureaux désertés, de rêver de déménager à Pittsburgh ou à L.A. je me trouve très bien où je suis. Pis encore : j'aime Montréal.

Oui, oui. J'aime Montréal comme dans l'annonce débile.

Je l'aime tellement que d'une minute à l'autre, vous allez me croiser dans la rue en train de chantonner comme une pauvre folle « Montréal, c'est toi ma ville » !

Comment expliquer ce subit changement d'allégeance ? A quoi attribuer un revirement aussi pathétique ? À un seul mot. Un mot de dix lettres : Washington. Parfaitement. Washington, la capitale nationale des États-Unis, m'a redonné le goût de Montréal.

Et le plus beau de l'affaire, c'est que je n'ai même pas eu à faire le voyage jusqu'à Washington pour voir la lumière. Le bulletin d'information a suffi.

■■■

C'est à la télé que j'ai appris que Washington venait tout dernièrement d'être mis en tutelle par le gouvernement fédéral. Washington que l'on imagine, à tort, propre, droit, riche et bourgeois, alors qu'il suffit de tourner le coin de la Maison-Blanche pour découvrir un climat d'insurrection appréhendée, une zone sinistrée secouée par les rafales de mitraillettes, un cimetière de jeunes Nègres en sang dans leurs Adidas, un réseau

d'écoles publiques aux toits défoncés, une enfilade d'édifices sans fenêtres, une autoroute de carcasses de voitures brûlées ou de voitures de police en panne, bref un égout de l'humanité, un égout d'autant plus affolant qu'il est à l'ombre du symbole même du miracle américain.

Je me suis mise à aimer furieusement Montréal lorsque j'ai appris ce qui passait à Washington. Et ce qui s'y passe, mes amis, n'est pas joli. Ce qui s'y passe est tellement effroyable que cela donne à notre psychodrame municipal des allures de fête foraine et à notre brave maire Bourque, des airs de grand commis de l'État.

Montréal ne va peut-être pas très bien, mais Washington ne va pas du tout. À cet égard, la mise en tutelle de Washington n'est rien de bien grave. C'est une tuile de plus ou, si vous voulez, la cerise sur un sundae depuis longtemps décati.

■■■

Hier matin, j'ai navigué sur le Net à la recherche d'une explication. Pourquoi et comment une ville américaine que le statut de capitale nationale prédisposait à un avenir radieux, une ville célébrée pour son progressisme, une des premières villes à élire un maire noir, une ville-phare quoi, en est-elle arrivée là ?

Contre toute attente, je suis tombée sur le portrait du chef de la morgue de Washington. Peut-être que la morgue serait un bon point de départ pour sonder l'âme d'une ville, me suis-je dit. Après tout, la façon dont



Nathalie PETROWSKI

une ville dispose de ses morts en dit long sur son rapport à la vie, non ?

J'y ai appris qu'il y a seulement un an, la morgue de Washington était encombrée d'une montagne de cadavres non réclamés à la suite de la défaillance du crématorium. Et que la défaillance n'a pas été réparée pendant des mois.

Construit en 1976, l'édifice avait été conçu pour recevoir 55 corps par jour. On n'avait pas encore imaginé à l'époque l'étendue du carnage que provoquerait la guerre du crack dans les rues de Washington. En 1994, 55 morts par jour pour les pathologistes, c'était une journée tranquille.

Il y a seulement un an, des nuées de coquerelles se promenaient sur les tables d'autopsie. Des centaines de rapports incomplets traînaient sur les bureaux, faute de scribes pour retranscrire les remarques des médecins enregistrées sur magnéto.

On ne parle pas ici d'Haïti, du Rwanda ou de la Russie. On parle d'une ville moderne, démocratique, capitaliste, une ville où tout est supposé baigner dans l'huile. Une ville qui aujourd'hui encore détient le plus haut taux de tuberculose, de sida et de mortalité infantile des États-Unis. Et qui le détient simplement par négligence administrative. Parce que pendant six ans, la Commission de la santé publique de la Ville a oublié d'attribuer les 89 millions destinés aux gens atteints du sida, aux femmes enceintes à risque et aux tuberculeux. Tout simplement oublié !

Encore le mois dernier, des contrôleurs ont découvert que la plupart des contrats des fournisseurs de l'Hôpital général de Washington étaient échus. Aucun des fournisseurs n'avait été payé depuis huit mois. On parle de services élémentaires : la bouffe, les draps, les seringues. Huit mois ! Allo !

Pour la plupart des observateurs de la scène locale, la raison de cette déchéance s'appelle Marion Barry, ce fameux maire cocainomane aujourd'hui réhabilité et converti, qui a passé 15 années à la mairie à se bâtir un empire personnel et à engager tous ses frères noirs au nom de la discrimination positive.

L'appareil municipal sous Barry a enflé, enflé, enflé avant de se détraquer complètement. Aujourd'hui, alors que la ville est en faillite, les cols bleus municipaux sont payés en supplément pour les tâches salissantes ou pendant les tempêtes de neige. Les policiers, quant à eux, obtiennent une augmentation automatique de 4,8 % après seulement 18 mois de service. Ça, c'est sans compter les trois jours de congés statutaires par année pour permettre aux employés de la Ville d'assister à des enterrements.

Trois congés annuels pour les enterrements alors que les cadavres s'empilent à la morgue, c'est quand même paradoxal, non ?

Pendant ce temps-là, à Montréal, on grogne, on rouspète, on se plaint du maire, des ponts, des piscines, du gazon. On se plaint la tête pleine de petits soucis et de fausses perceptions. On a sans doute nos raisons. N'empêche. Le prochain qui me dit que ça va mal à Montréal, je l'étampe. Après quoi, je lui paie un billet en première classe pour Washington.

Importateur de reproductions antiques européennes

Economisez jusqu'à 50%

Table, jusqu'à 16 pi. de long

MOBILART C & R

L'une des plus importantes salles d'exposition au Canada
6529, boul. Décarie (coin av. Plamondon) Montréal

Stationnement à l'arrivée 344-1400

Garderie et jardin d'enfants Montessori

Les Écoles **Montessori** Inc.

Établi en 1966

La première école Montessori de Montréal

Visite libre et inscriptions 97 - 98
Lundi 25 août de 16 h à 20 h 30
aussi Jeudi 28 août de 16 h à 20 h 30

ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE POUR ENFANTS 2 1/2 À 6 ANS

TROIS PROGRAMMES DE VOTRE CHOIX
5 ET 3 JOURNÉES COMPLETES
5 DEMI-JOURNÉES

NOUS OFFRONS AUSSI :
ORDINATEURS, MUSIQUE,
APPRENTISSAGE D'ARTS ET BALLET

PROGRAMMES :
FRANÇAIS,
ANGLAIS OU
BILINGUE

PRÉMATERNELLE, MATERNELLE, GARDERIE ÉDUCATIVE
SUBVENTIONS DISPONIBLES

OUTREMONT 1357, AV. VAN HORNE	272-3482
VILLE MONT-ROYAL 1050, CH. DUNKIRK	731-7120
BEACONSFIELD 105, AV. ELM	697-9509
GREENFIELD PARK 793, RUE CAMPBELL	671-9231
ÎLE-DES-SOEURS 1, PLACE DU COMMERCE, BUREAU 150	762-2169

POUR INFORMATION 272-7040

Les écoles ci-haut mentionnées sont les seules écoles Montessori avec lesquelles nous sommes affiliées.

LIQUIDATION INFORMATIQUE

et mobilier de bureau

TOUJOURS ÊTRE LIQUIDE

Ameublement de bureau

Ordinateurs
Compaq Presario
HP Vectra
Pentium
Macintosh Power PC
Macintosh Performa
Macintosh LC 475

à partir de 110\$

Logiciels originaux à prix très bas
Bureautique (MS Word, MS Works, MS Excel... à partir de 25\$)
Art Graphique (Adobe, Aldus, Quark... à partir de 75\$)
Utilitaires/Jeux (à partir de 10\$)

Moniteurs de 14" à 21"
Périphériques

Prime offerte aux clients qui achèteront pour 200\$ et plus (avant taxes)

Heures d'ouverture
mardi au vendredi: 10h30 - 19h00
samedi: 9h00 - 17h00

202, rue St-Zotique, Montréal Qc

VISA



Partenaires dans la Perfection :
Rolex et Château d'Ivoire.

ROLEX

Un seul coup d'oeil confirme la perfection de certaines créations. Rolex et Château d'Ivoire ont gagné ensemble leur réputation d'Excellence hors temps.

Nous sommes fiers d'être votre bijoutier agréé Rolex.

OYSTER PERPETUAL COSMOGRAPH OR 18 CARATS

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978
2020 rue de la Montagne 845-4651

Liquidation choc

Jusqu'à **25%** de rabais sur certains modèles

Camaro
23 252 \$
~~26 295 \$~~

(Taxes et transport en sus, préparation incluse!)

Également en inventaire :
Modèle Z28 et modèle SS

Modèle T-top
Sacs gonflables (2)
Système antivol
Essuie-glace intermittent
Climatiseur
Freins ABS
Régulateur de vitesse
Volant inclinable
Transmission automatique
stock 705008

Le Relais
CHEVROLET • OLDSMOBILE

9411, avenue Papineau (au nord de la Métropolitaine, tout près de Laval) **384-6380**

UN TÉMOIGNAGE ÉLOQUENT

« Ce que j'apprécie des cours à l'éducation permanente à Teccart, c'est la qualité des cours dispensés et la motivation commune des professeurs et des étudiants. Cela favorise un climat d'apprentissage spécial, qui fait de nous des passionnés de l'électronique. »

Michel Soucy

Technique de production vidéo
Apprenez à utiliser différentes fonctions d'une équipe de production vidéo en utilisant du matériel spécifique (caméra, matériel d'éclairage, matériel audio, salle de montage, etc.).

Ce cours se donne à raison de 1 soir par semaine durant une année. Nous délivrons à la fin de cette année une attestation officielle.

ÉDUCATION PERMANENTE
Inscriptions :

25, 26 et 27 août 1997 de 9h à 17h et de 18h à 21h

Portes ouvertes : au 3030, rue Hochelaga
Samedi, 23 août 1997 de 9h à 12h
Lundi, 25 août 1997 de 19h à 21h
Visites individuelles sur réservation (526-2501).

Début des cours du soir : 2 septembre 1997 à 19h
Début des cours du samedi : 6 septembre 1997 à 8h 30

Trois D.E.C. complets
Le soir ou le samedi à votre choix

243.06 Technologie de l'électronique industrielle (Instrumentation et automatisation)
243.11 Technologie de l'électronique (Télécommunications)
243.15 Technologie de systèmes ordinés

Un enseignement et des programmes doublement intégrés

Si Teccart demeure le seul établissement de formation à offrir des programmes (D.E.C.) en cours du soir et du samedi, c'est qu'il a su développer au fil des ans un enseignement et des programmes intégrés. Chaque programme se présente en effet comme un tout cohérent répondant à l'acquisition d'une série complète de compétences propres à un secteur de formation, à une ou des fonctions de travail et au maintien de l'employabilité. Ces programmes ont été découpés en modules thématiques (ex : automatisation) ayant un début et une fin en soi et formant un tout autonome permettant ainsi une entrée à différents modules et l'acquisition de savoirs et savoir-faire précis à chaque module.

Teccart vous offre des ateliers dans les catégories :
Nouvelles technologies, informatique, réseau et logiciels techniques, dépannage (entretien et réparation), électronique industrielle, biomédical, familiarisation.

Demandez notre prospectus ou rendez-vous aux journées portes ouvertes pour un supplément d'information.

Institut Teccart : 3155, rue Hochelaga
Montréal (Québec) H1W 1G4 • Métro Préfontaine
Téléphone : (514) 526-2501 • Télécopieur : (514) 526-9192
Internet : www.teccart.qc.ca

CENTRE DE SERVICE OFFICIEL

PATEK PHILIPPE GENEVE ROLEX

Service professionnel pour montres mécaniques ou à quartz.
Horloger de formation suisse au sein de notre personnel.

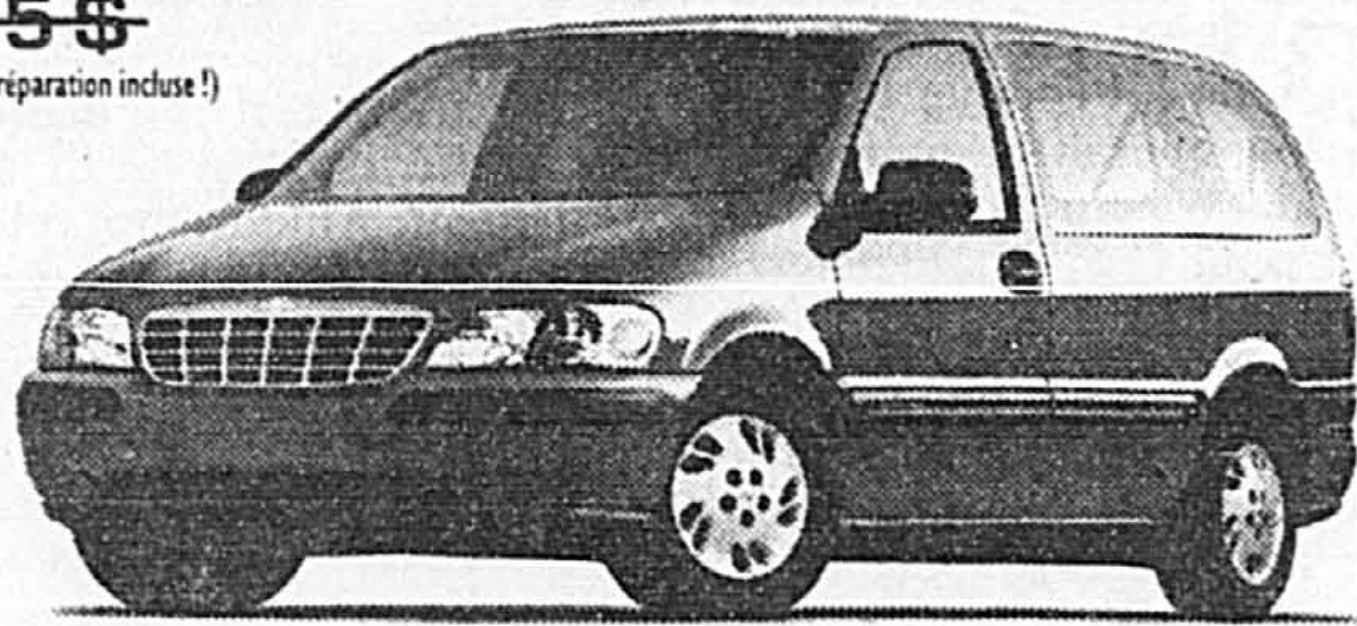
KAUFMANN
de SUISSE
2195 CRESCENT, (514) 848-0595

Liquidation choc

Jusqu'à **25%** de rabais sur certains modèles

Venture
21 416\$
~~24 125\$~~

(Taxes et transport en sus, préparation incluse!)



Le Relais
CHEVROLET • OLDSMOBILE

25 en inventaire!

- Sacs gonflables (2)
- Essuie-glace intermittent
- Climatiseur
- Volant inclinable
- Vérrouillage électrique des portes
- # stock: 720492

9411, avenue Papineau (au nord de la Métropolitaine, tout près de Laval) **384-6380**

La police de la CUM recherche la compagne d'un homme assassiné

MARCEL LAROCHE

Une femme de 42 ans, qui s'est volatilisée dans la nature depuis l'assassinat de son ex-conjoint de 44 ans, est activement recherchée par les policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

La quadragénaire, dont l'identité n'a pas été divulguée hier par le SPCUM, pourrait fournir de précieux renseignements relativement au meurtre de Pierre Lavoie.

L'homme a été tué de plusieurs coups de couteau. Son corps en état de décomposition avancée a été trouvé vendredi soir dernier, dans son appartement du 5040, rue Rimbaud, à Saint-Léonard. À en juger par l'état du cadavre, la mort pouvait remonter à plusieurs jours.

Les policiers ont dû attendre les résultats de l'autopsie pratiquée en début de semaine pour apprendre que le locataire avait bel et bien été tué de multiples coups de couteau à l'abdomen.

L'enquête menée par les sergents-détectives Denis Renaud et Michel Bergeron, de la section des homicides du SPCUM, a révélé que Lavoie avait vécu jusqu'à tout récemment avec la femme disparue sans laisser de trace.

« Les recherches sont orientées vers cette femme que l'on voudrait bien retracer le plus tôt possible », a indiqué hier le lieutenant-détective Claude Lachapelle, des homicides du SPCUM, qui supervise l'enquête.

Toute information susceptible de faire progresser l'enquête peut être transmise en toute confidentialité à la section des homicides du SPCUM, à 280-2052.

DERNIÈRE SEMAINE DE LA VENTE

SKI roule

Plus de **2500** paires de patins en vente

XE. 3.1
129,95\$
(Photo pour fin d'illustration)
OXYGEN

AU CHOIX
MAXXUM PERFORMANCE ou **AÉROBLADE ABT/ABEC. 5**
ou **ROLLERBLADE**
KR 3.1 ou **OXYGEN**
ABEC 5
199,95\$

Ensemble de skis paraboliques
comprenant skis **Rossignol CUT SL**
fixations **Look XR06**
bottes **Nordica V.30 4 boucles**
ou **Koflach TS 5**
399,95\$

SKI glisse
Skis **ROSSIGNOL** intermédiaire avancé, noyau de bois, Gr. 160 à 200 cm
139,95\$

400 **AU CHOIX** paires de bottes de ski alpin
pour homme et femme entrée avant au choix :
comprenant : **Salomon Evolution 6.1**
Nordica V30 et **Verthec 75**
Raichle CX 3.7, 6.9
Koflach Team Racing ■ **Koflach TS 5**
99,95\$

150 Paires de skis alpins de course ou de bosse
comprenant :
Ski Dynamic VR 27 SL
World Cup équipe
Salomon 8100 / Völkl P10
Rossignol 4S Kevlar
Atomic ATC 3
Bottes de planche à neige
Marque **Grunge Traction**
79,95\$

199,95\$
OBERSON
Une seule adresse au **1355, DES LAURENTIDES, LAVAL**
Lun., mar. et merc. 10 à 18h
Jeu. et vend. 10 à 21h •
Sam. 9 à 17h • dim. 12 à 17h

Venez voir la beauté des décors d'un jardin

Un arboretum - Un sanctuaire d'oiseaux
Des monuments, statues et sculptures grandioses
Des paysages multiples où collines et vallées s'entrecroisent

Visite historique guidée du Cimetière Mont-Royal

SAMEDI 23 août à 13 H

1297, chemin de la Forêt, Outremont (accessible par le boul. du Mont-Royal)

Réservation : (514) 279-7358
La visite est gratuite

PATIO RAMA BOURQUE

On déménage!

Nos deux succursales s'unissent sous un même toit!

GRANDE LIQUIDATION

DE MEUBLES ET DE MARQUES RECONNUES
TELLES QUÉ **BROWN JORDAN** ET **WOODARD**

Venez dès aujourd'hui profiter de nos rabais. Jusqu'à

60% *Hâtez-vous...*

PATIO RAMA BOURQUE

MAISON MÈRE 16641, boul. du Curé-Labelle St-Antoine (aut. 15, sortie 31) (514) 438-1134 ou (514) 435-6046	JARDIN DE VILLE 8128, Boul. Décarie Montréal (coin Royalmount) Tél.: 342-8128
Lundi au mercredi 9 h à 18 h Jeudi et vendredi 9 h à 21 h Samedi 9 h à 17 h Dimanche 10 h à 17 h	Lundi au mercredi 10 h à 18 h Jeudi et vendredi 10 h à 21 h Samedi 10 h à 17 h Dimanche 13 h à 17 h

Piscines Trévi occupera le local de Saint-Antoine dès le 30 septembre 1997.

Garderies: Québec envisage des ajustements

GEORGES LAMON

Le ministère de la Famille et de l'Enfance est disposé à considérer certains rajustements pour les places d'enfants de quatre ans dans les garderies, mais il ne répondra pas aux menaces de pressions, surtout des garderies à but non lucratif.

« Ces menaces de pressions annoncées sont vraiment politiques, a déclaré hier à *La Presse* Nicole Boily, conseillère-cadre au ministère et mandatée pour régler la question des garderies. Nous travaillons avec des gens qui éprouvent certaines difficultés. Les services de garde sont des milieux très sensibles et très fragiles et les conditions sont très différentes d'une garderie à l'autre. Il reste qu'on veut arriver à certaines solutions qui permettent aux garderies de fonctionner le mieux possible pour le moment. »

Mme Boily a rencontré lundi des représentants de l'Alliance pour les garderies privées du Québec, à qui elle a fourni des explications. Il n'est pas question de retarder la signature des conventions après le 27 août. Mais Mme Boily insiste sur le fait que si les garderies veulent obtenir des places pour les enfants de quatre ans d'ici le 1^{er} septembre, il leur faudra absolument signer la convention, en choisissant l'un des trois modèles proposés : privé, partenariat ou à but non lucratif.

Chèque en blanc

Le porte-parole de l'Alliance, Sylvain Lévesque, propriétaire depuis deux ans de la garderie privée de 30 places (à 22,50 \$) Petit à petit, située chemin Queen Mary, rejette cette convention. Sa femme et lui ont décidé d'opter pour le modèle 2 (partenariat avec le ministère en louant des places).

« On n'a pas encore reçu les règlements et directives du ministère sur cette convention et on voudrait qu'on signe un chèque en blanc, a-t-il dit hier lors de la visite de *La Presse*. Moi je n'en voulais pas de la réforme et on veut me l'imposer. À deux semaines de la date butoir, on

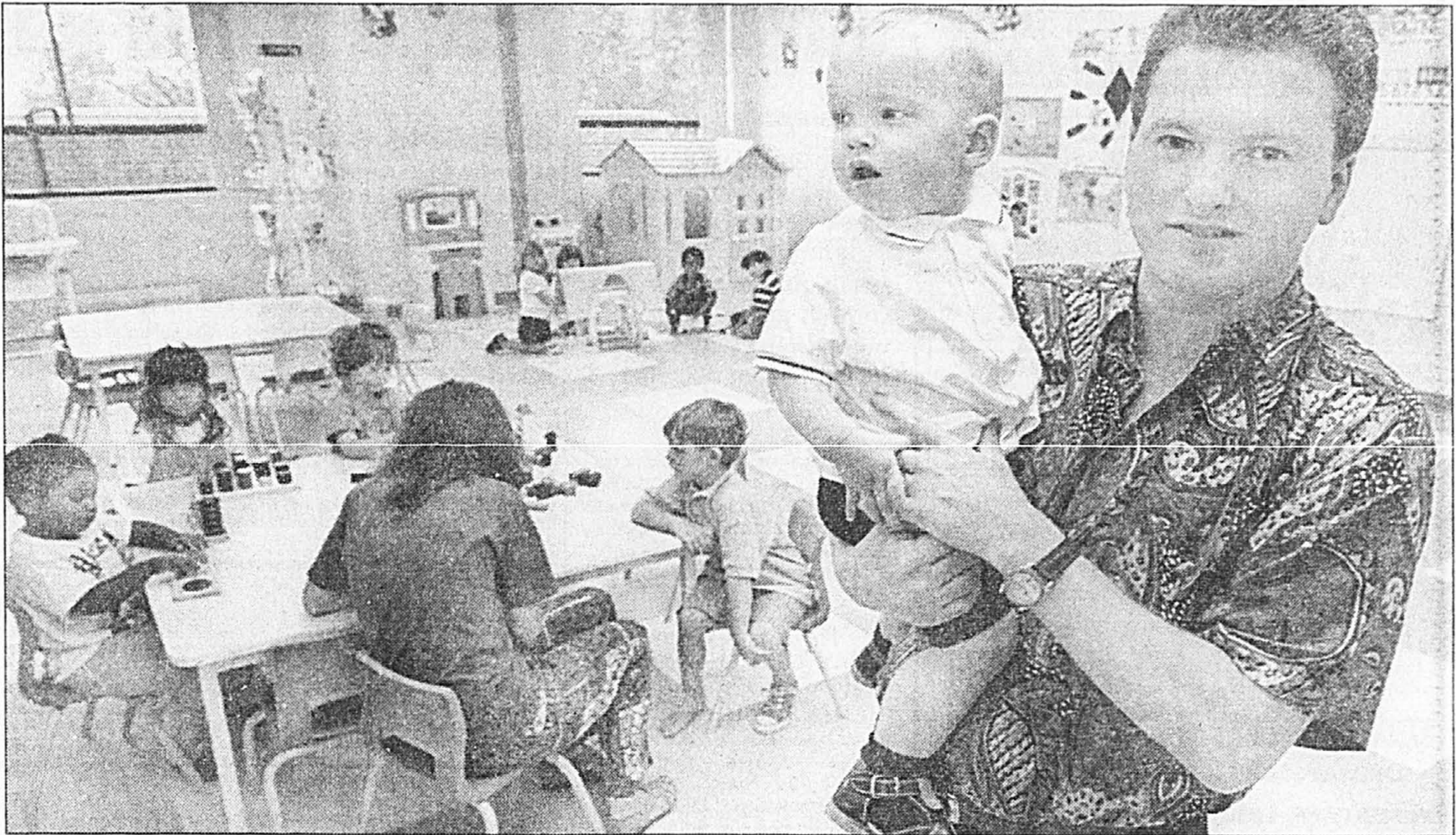


PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Sylvain Lévesque, propriétaire de la garderie privée Petit à petit et porte-parole de l'Alliance des garderies privées du Québec, photographié en compagnie de son fils Samuel, estime la mesure du gouvernement injuste, particulièrement pour les parents. Il exige le report de la signature des conventions.

ne connaît toujours pas le nombre de place que nous aurons. »

Il note avoir demandé 16 places pour les quatre ans et n'en avoir obtenu que 10 subventionnées par l'État. À son avis, il ne pourra pas combler ces places, puisque le ministère ne veut pas de système à deux vitesses. Il s'agit pour lui d'une perte hebdomadaire de

675 \$.

C'est une des raisons pour lesquelles l'Alliance a convoqué une assemblée générale de ses membres aujourd'hui au cours de laquelle on décidera des nouveaux moyens de pression à adopter.

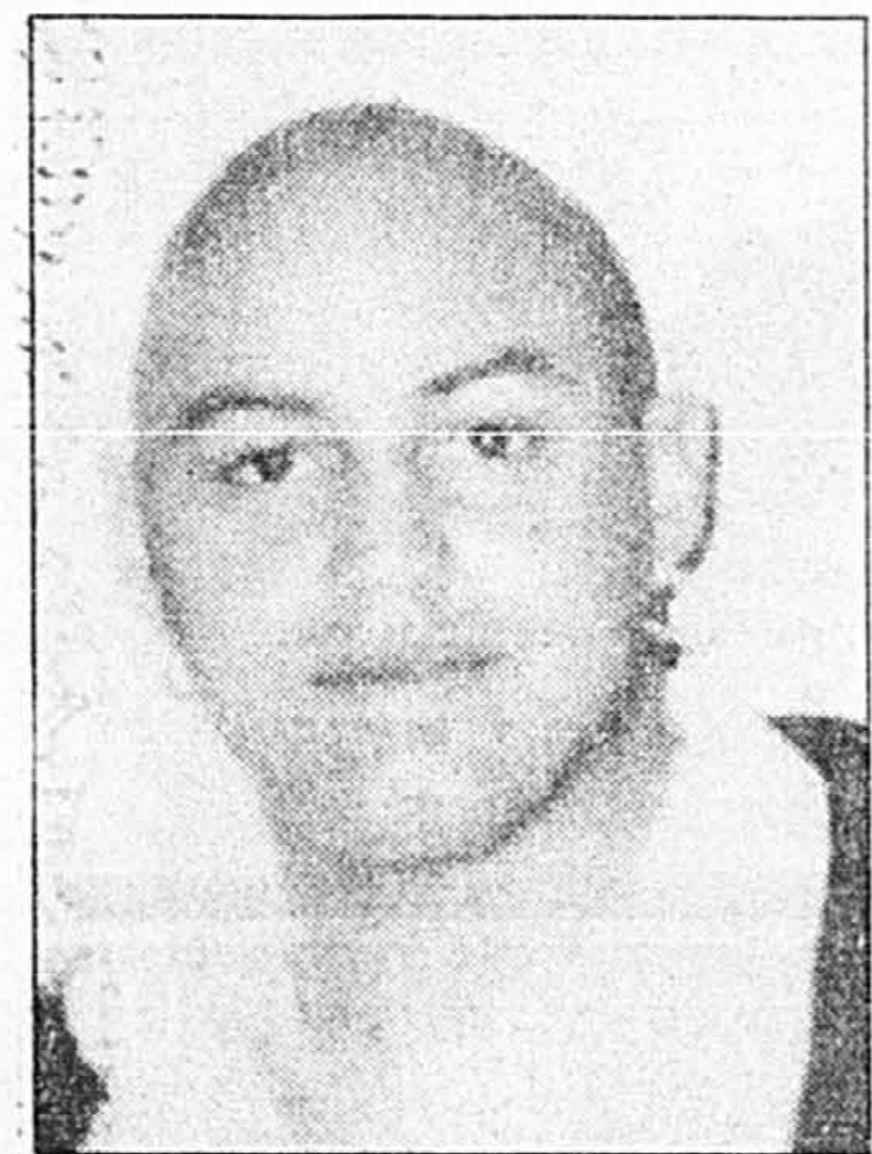
Diane Cloutier, propriétaire de deux garderies privées à Boucherville et représentante du Regroupe-

ment des garderies privées, se dit satisfaite de la nouvelle réforme. Elle a décidé de transformer ses garderies en garderies à but non lucratif.

« Je vends mes garderies aux comités de parents, aux conditions du marché, a-t-elle expliqué hier à *La Presse*. Ce n'est pas un don de charité, c'est essentiellement une trans-

action d'affaires. »

Pour elle, la réforme Marois, si elle est boiteuse, sera toutefois très bénéfique à long terme, parce qu'elle est juste pour tout le monde. « C'est très fâchant d'entendre des garderies dire qu'elles perdent de l'argent, moi j'arrive avec les 23,50 \$ par jour. C'est une simple question de bonne gestion. »



Claude Grégoire McCarter, un motard de 28 ans identifié comme sympathisant des Rockers de Montréal, a été assassiné la semaine dernière à Chatham, près de Lachute.

Motard calciné à Chatham

MARCEL LAROCHE

Recherché pour une affaire de tentative de meurtre reliée à la guerre des motards, Claude Grégoire McCarter, sympathisant des Rockers de Montréal, club-école des Hells Angels, n'aura plus jamais à affronter la justice.

Les restes calcinés de cet homme de 28 ans ont été retrouvés vendredi soir à l'intérieur de sa Jeep Cherokee incendiée sur une petite route secondaire en gravier de Chatham, dans la région de Lachute.

Le cadavre de McCarter, rendu méconnaissable par l'incendie allumé dans son véhicule pour faire disparaître toute trace de l'assassinat, a été identifié en début de semaine grâce à sa fiche dentaire.

Reconnu comme l'un des membres actifs de « l'équipe de baseball » des Rockers créée pour mettre au pas les petits revendeurs de drogues des Rock Machine sur le territoire de l'île de Montréal, McCarter était bien vu de l'organisation des Hells et frayait dans l'entourage de Maurice Mom Boucher, l'un des dirigeants du groupe. Son nom avait récemment surgi dans plusieurs enquêtes menées par l'escouade Carcajou.

Après être passé dans le camp des délateurs de police, Aimé Simard, l'un des tueurs à gages travaillant pour le compte des Hells, avait dénoncé McCarter dans une histoire de tentative de meurtre.

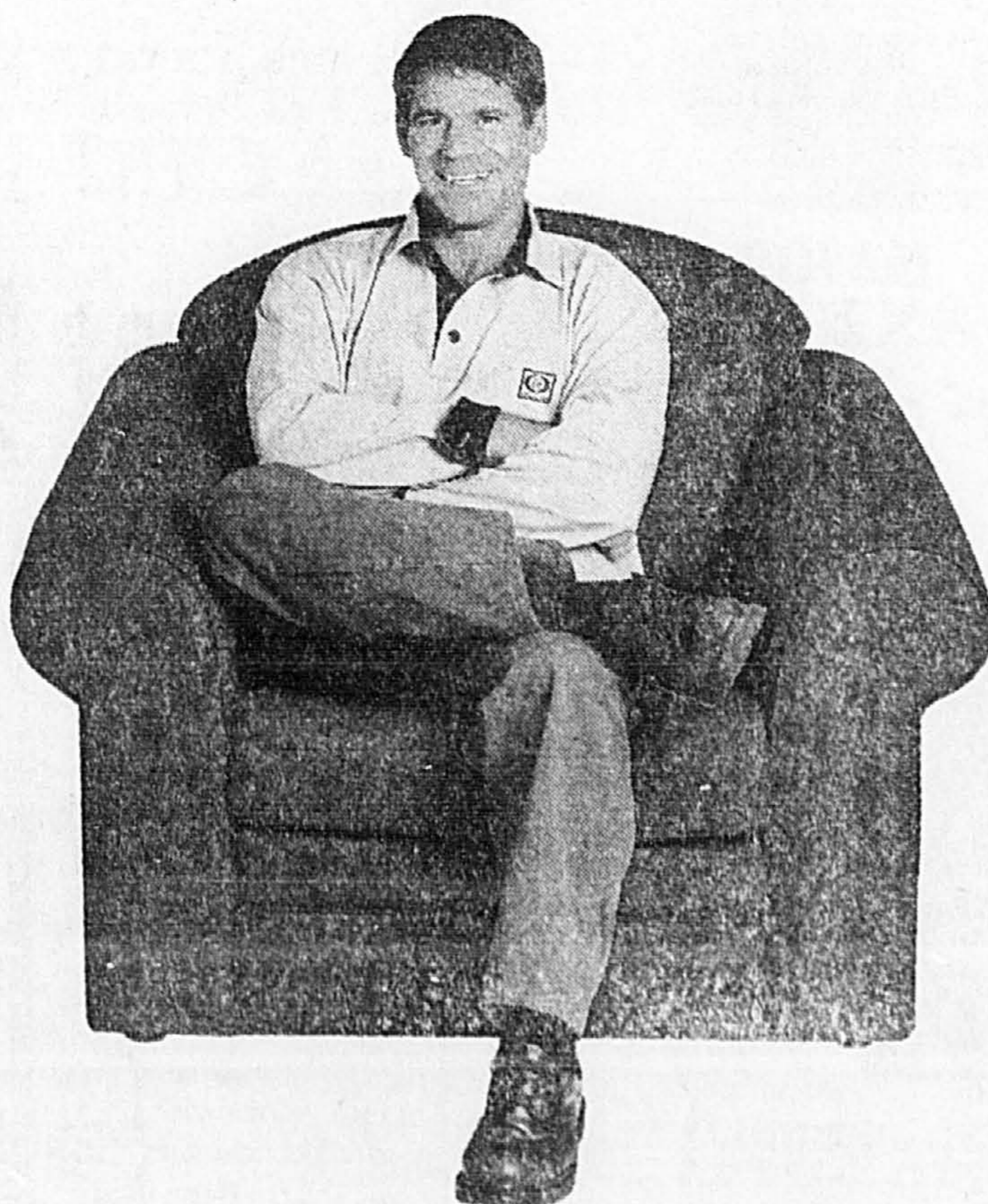
Domicilié à Saint-Luc, près de Saint-Jean-sur-Richelieu, où se trouve le repaire des Jokers, une autre filiale des Hells, McCarter figurait sur la liste des personnes recherchées par la Sûreté du Québec lorsque sa disparition a été signalée par sa petite amie, le lundi 11 août.

Quatre jours plus tard, le cadavre calciné du motard était découvert.

L'enquête sur ce règlement de comptes a été confiée aux policiers de l'unité des crimes contre la personne de la SQ de Montréal.

Daniel Sirois est de retour.

Comme plus de 5 000 personnes chaque semaine, Daniel Sirois a pris la décision de revenir chez Bell. Parce qu'il tient à profiter des rabais de son plan d'économie SuperMax^{MC} lorsqu'il utilise sa carte d'appel.



Bell

PIANOS • PIANOS

Bouthillier Musique
ET **YOUNG@CHANG**

ANNONCENT LEUR

VENTE ANNUELLE D'ENTREPÔT

PIANOS NEUFS
2 100\$
+ 10 mois / 100\$ sans intérêt

PIANOS À QUEUE NEUFS
7 400\$
+ 10 mois / 200\$ sans intérêt

- Modèles démonstrateur
- Retour de location
- Classé meilleur achat par Consumers Digest
- Garantie 12 ans du manufacturier
- Pianos camp musical des Laurentides

5 JOURS SEULEMENT
21 au 24 août



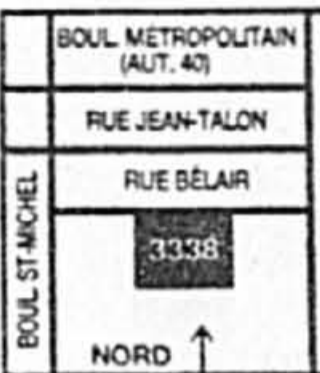
PIANOS À QUEUE D'OCCASION
à partir de
3 250\$

Ouvert le dimanche de 10 h à 17 h

PIANOS D'OCCASION

- LINDSAY 850 \$
- PETIT APP. 1 250 \$
- YAMAHA 3 450 \$
- YAMAHA (à queue) 7 250 \$
- STEINWAY (à queue) 13 950 \$
- WILLIS (à queue) 3 850 \$

Transport inclus 100 km • Accordement gratuit • Taxes en sus



UN SEUL ENDROIT :
pour la vente d'entrepôt

3338, RUE BÉLAIR, MONTRÉAL

Tél. : 722-8741

Approbation d'un médicament novateur pour « traiter » l'Alzheimer

MARC THIBODEAU

Pfizer Canada a annoncé hier l'approbation par Santé Canada d'un produit novateur, le donépézil, qui permet de contrer, temporairement, l'effet dévastateur de la maladie d'Alzheimer.

« Il faut préciser d'entrée de jeu que le médicament en question n'est pas une cure et n'entrave en rien la progression dégénérative sous-jacente à la maladie. Il permet plutôt de freiner la progression des symptômes », a précisé le docteur Pierre Roland, directeur médical de la firme pharmaceutique.

Le produit, qui sera commercialisé sous le nom d'Aricept, est le premier à être approuvé au pays pour le « traitement » de la maladie, ajoute le docteur Serge Gauthier, professeur titulaire des départements de neurologie et de neurochirurgie à l'université McGill.

« Il existe un médicament similaire aux États-Unis, le Cognex, qui a été rejeté par Santé Canada parce qu'il présentait trop de risques par rapport aux gains potentiels », indique le médecin, l'un des chercheurs canadiens étudiant l'effet du donépézil.

Lors d'une étude clinique réalisée presque exclusivement auprès de patients amé-

MALADIE D'ALZHEIMER

Données sur la maladie

Qu'est-ce que la maladie? Une affection dégénérative du cerveau. Les personnes atteintes perdent graduellement la mémoire, la capacité de penser, de communiquer et de prendre soin d'elles-mêmes.

Qui en souffre? La majorité des personnes atteintes ont plus de 65 ans. Trois fois plus de femmes que d'hommes en souffrent.

Histoire: la maladie porte le nom du docteur Aloïs Alzheimer, un neurologue allemand du début du siècle.

Causes: inconnues. Des études ont révélé la présence d'une substance anormale dans le cerveau appelée protéine bêta-amyloïde, ainsi que la dégradation de l'acétylcholine, un neurotransmetteur cérébral associé aux processus de la mémoire et de l'apprentissage. Des chercheurs s'efforcent de déterminer si les anomalies proviennent d'une infection, ont une origine génétique ou sont causées par des substances toxiques présentes dans l'environnement.

Diagnostic: d'abord écarter les autres causes de démence; tests psychologiques; analyses de sang et d'urine; rayons-X du crâne; encéphalogramme.

Traitements médicamenteux: Aricept (donépézil), premier médicament récemment approuvé au Canada pour le traitement de la maladie d'Alzheimer, permet d'augmenter la concentration d'acétylcholine qui s'accumule dans le cerveau, améliorant la mémoire et le fonctionnement général de la personne. Traditionnellement, des sédatifs ont été prescrits pour traiter les problèmes de sommeil, des antipsychotiques pour maîtriser les comportements agressifs, des antidépresseurs.

Autres thérapies: hydrothérapie, musicothérapie, zoothérapie (les contacts avec une autre créature vivante peuvent être réconfortants et améliorer la relation avec les humains), thérapie nutritionnelle (aliments, suppléments antioxydants comme les vitamines A, C, E et le sélénium).

Sources: Reader's Digest Guide to Medical Cures and Treatments

-(PC)



tats intéressants chez des patients souffrant de la maladie à un stade plus avancé. Ils ignorent également combien de temps il doit être administré puisque l'étude citée portait uniquement sur une période de six mois.

L'effet du médicament, qui agit en modulant la concentration d'acétylcholine, un neurotransmetteur présent en trop faible quantité chez les personnes souffrant d'Alzheimer, disparaît rapidement lorsque le « traitement » est stoppé.

Le nouveau médicament coûtera 5 \$ par jour, ce qui représente, en six mois, une dépense de 900 \$. S'il devait être administré à toutes les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer d'intensité légère à modérée — près de 100 000 au Canada au début des années 90 — le coût serait de près de 90 millions de dollars.

Pfizer Canada espère convaincre les gouvernements provinciaux de défrayer les patients qui vont utiliser le donépézil. Une telle décision serait facilement justifiable, estime le docteur Roland, puisque la maladie d'Alzheimer entraîne déjà des dépenses de santé de l'ordre de trois milliards de dollars à l'échelle du pays.

« En retardant les symptômes, on pourrait par exemple retarder le placement de patients en centres d'hébergement, ce qui entraînera des économies », avance le porte-parole de Pfizer.

ricains souffrant de la maladie à un stade allant de léger à modéré, l'administration quotidienne d'une dose de 5 mg du médicament, sur une période de six mois, a permis de stopper la détérioration des capacités intellectuelles dans environ 70 % des cas. Ces capacités ont même augmenté chez 15 % des personnes traitées.

L'utilisation d'une dose de 10 mg a permis d'obtenir des résultats encore plus probants, 26 % des personnes ainsi traitées ayant vu leurs capacités intellectuelles s'accroître.

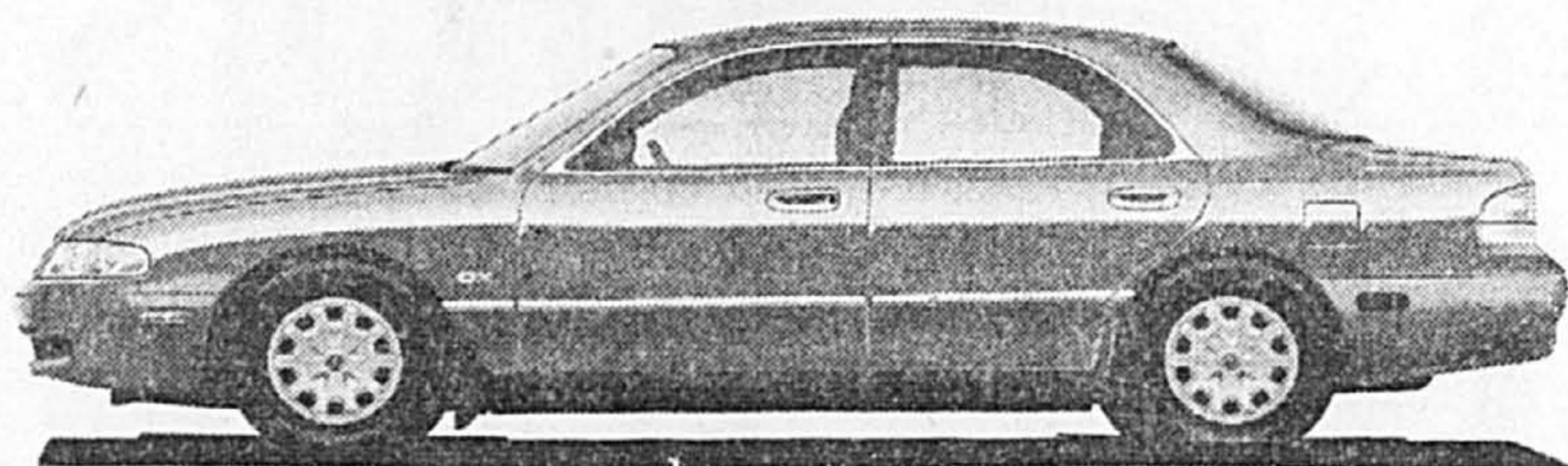
« Un quart des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer à une intensité allant de légère à modérée peuvent retrouver le niveau d'activité qu'elles avaient un an auparavant », résume le docteur Gauthier, qui parle, tout comme la Société d'Alzheimer du Canada, d'une percée « importante ».

Les chercheurs ignorent pour l'instant si le médicament, qui sera disponible sur ordonnance dans quelques semaines, peut donner des résul-



159\$*
LOCATION par mois/24 mois
Incluant entretien sans frais!

Protegé SE



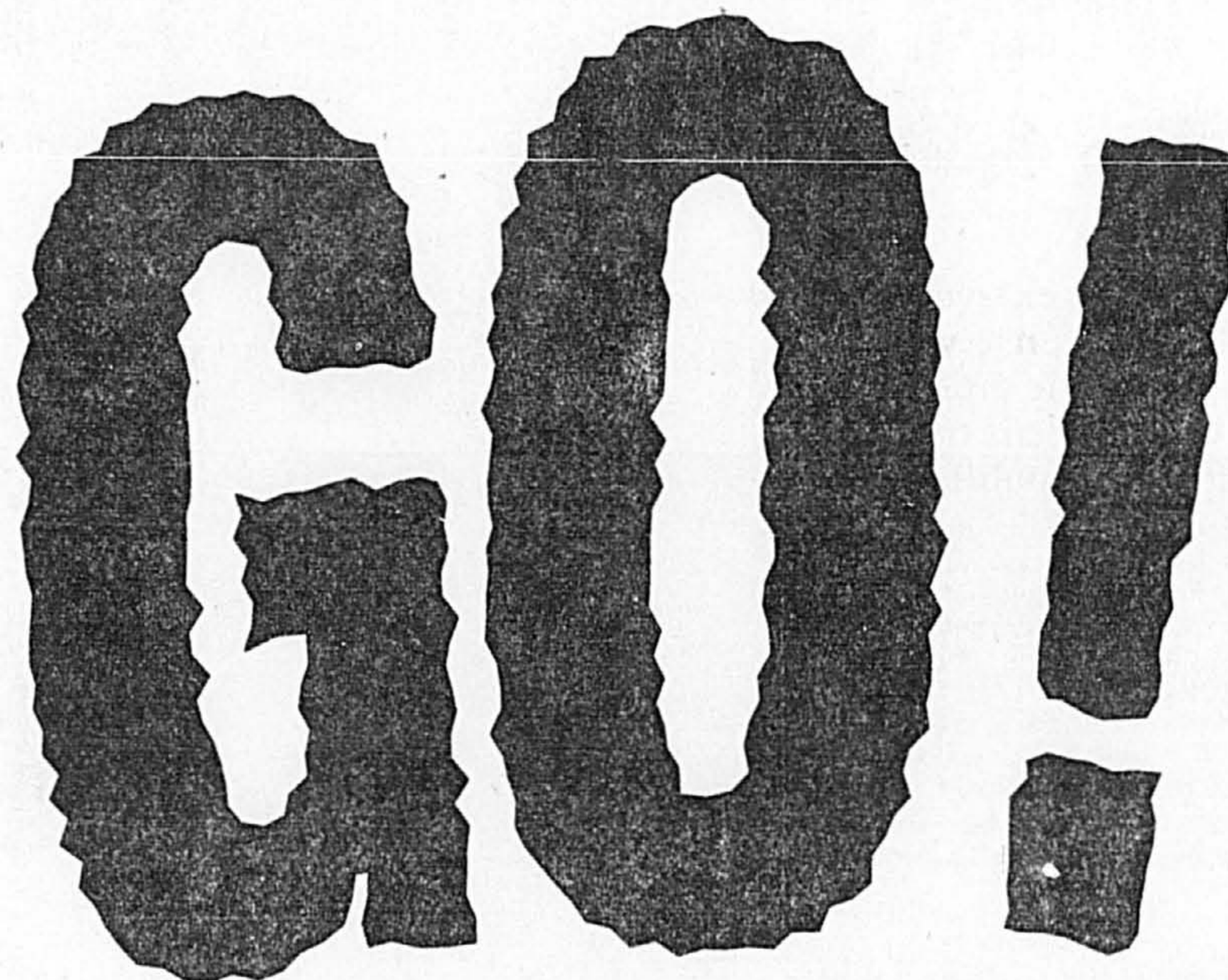
239\$*
LOCATION par mois/24 mois
Incluant entretien sans frais!

626 DX



159\$*
LOCATION par mois/24 mois
Incluant entretien sans frais!

B2300 4X2 DX



**UN, DEUX, TROIS, GO!
C'EST LA GRANDE LIQUIDATION
D'INVENTAIRE 1997
CHEZ MAZDA.**

Le temps ou jamais de profiter de rabais époustouffants sur la Mazda de votre choix. Passez chez votre concessionnaire Mazda dès aujourd'hui!

Les concessionnaires Mazda du Québec

LOCATION Personnalisée MAZDA



EMPORTE-MOI

Visitez notre site internet: www.mazda.ca

OU
3,9%
FINANCEMENT**
Financement illimité à l'achat, jusqu'à 48 mois

**1. offre de financement s'applique pour un terme allant jusqu'à 48 mois à tous les modèles neufs de Protegé, de 626 et de camionnettes en stock uniquement à compter du 2 juillet 1997, pour un temps limité seulement. Sur approbation de crédit de Mazda Crédit Canada inc. *Offre de location Personnalisée Mazda. Offre valable sur toute location au détail seulement basée sur 24 mois. Comptant initial ou échange équivalent, le paiement du premier mois et le dépôt de sécurité sont dus au moment de la transaction. Protegé SE (modèle 04XJ57AA10) avec comptant initial de 1960 \$ et dépôt de sécurité de 200 \$. 626 DX (modèle F4DS7AA00) avec comptant initial de 1800 \$ et dépôt de sécurité de 300 \$. Frais de transport et de préparation avant livraison de 795 \$ pour les deux premières offres. B2300 4X2 DX (modèle X8BA57AD00) avec comptant initial de 1900 \$ et dépôt de sécurité de 200 \$. Frais de transport et de préparation avant livraison de 1035 \$. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Maximum de 20 000 km par an. Frais de 12¢ le kilomètre additionnel. Certaines conditions s'appliquent. Renseignez-vous auprès des concessionnaires participants. Les véhicules en stock peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. *Certains restrictions s'appliquent à l'offre d'entretien. Renseignez-vous au préalable chez votre concessionnaire participant.

Le public doit être protégé : Salomon radié pour cinq ans

YVES BOISVERT

Nathaniel Salomon n'est plus avocat. Le Montréalais de 64 ans, fondateur d'un bureau bien connu (Chait Salomon, maintenant Chait Amyot), a été radié pour cinq ans par le comité des requêtes du Barreau du Québec.

Appliquant les nouvelles dispositions du Code des professions, le comité a retiré son droit de prati-

que à Salomon sur la seule base de sa condamnation criminelle pour parjure, utilisation de faux, fraude et tentative de fraude.

Salomon, avec la complicité de deux exécutants, a arnaqué en 1987 un homme d'affaires libanais nouvellement débarqué au Canada, M. Najib Jabre. Il s'était arrangé pour lui faire acheter un restaurant de Place Rosemère criblé de dettes pour ensuite le déposséder par des manoeuvres juridiques sophistiquées. M. Jabre a dû faire faillite et a évidemment perdu sa mise de fonds initiale de 25 000 \$ (mais il a perdu bien plus dans l'aventure).

Après avoir piétiné, le ministère public a accusé les deux exécutants

puis, devant l'évidence, a accusé également Salomon. La juge Rolande Matte, de la Cour du Québec, a déclaré Salomon coupable au mois de février, et lui a infligé une peine d'un an de prison le 3 juillet. Salomon en appelle de ces deux décisions.

Dans la décision rendue publique hier, le comité du Barreau souligne que Salomon a fait la preuve que sa carrière avait été « intéressante ». Il a croisé le fer avec de grands plaideurs et représenté plusieurs clients d'envergure dans le monde des affaires, y compris devant la Cour suprême. Il a enseigné à McGill et s'est impliqué dans la réforme du Code civil. Plusieurs

personnes du milieu juridique sont venues parler de lui en bien, y compris Gérard R. Tremblay, qui a été élogieux à son endroit.

Mais il ne faut pas oublier les crimes dont il a été déclaré coupable, rappelle le comité. Pour un avocat, on peut difficilement imaginer pire. La loi, changée pour que les avocats condamnés au criminel ne puissent plus faire jouer les délais en leur faveur, oblige le comité à tenir pour acquis que la condamnation criminelle est valide.

Ici, même si des clients de Me Salomon disent avoir confiance en lui et même « besoin » de lui, la protection du public exige une intervention vigoureuse. Les con-

damnations pour fraude et parjure s'attaquent aux fondements même de la profession, écrit le comité, présidé par le bâtonnier Serge Francoeur. L'estime de la population envers le professionnel en est forcément affectée. Ces infractions sont parmi les plus graves qu'un avocat puisse commettre et éclaboussent toute la profession, écrit le comité. Le public a raison de croire que pour être protégé, ce genre d'avocat doit être rayé de la profession.

Salomon peut en appeler de cette décision, mais il demeure radié en attendant. Joint hier, M. Jabre s'est dit de son côté déçu du ton conciliant du comité et de la sanction.



Ayant reconnu sa culpabilité, Jean Sirois a reconnu qu'une radiation permanente était appropriée.

L'ex-avocat Jean Sirois radié à vie

YVES BOISVERT

Jean Sirois, ex-avocat et organisateur conservateur, a été radié à vie du Barreau du Québec dans une décision rendue publique hier.

Sirois avait déjà démissionné du Barreau, le 22 septembre 1994, pour faire une fracassante faillite de 1,65 million le lendemain.

L'homme, lui-même spécialisé en matière de faillite, avait puisé abondamment dans ses comptes en fiducie, où se trouvaient notamment des centaines de milliers de dollars appartenant à des syndicats de faillite, des particuliers et des sociétés.

Il a reconnu sa culpabilité à la plupart des infractions disciplinaires portées contre lui et a reconnu qu'une radiation permanente était appropriée. On lui a reproché dans cinq dossiers d'avoir dérobé plus de 425 000 \$ à des dizaines de clients. Le comité de discipline prononce du même coup des ordonnances de remboursement de la plupart de ses clients.

Sirois, qui avait été collecteur de fonds et organisateur conservateur dans les années 1980, avait été nommé à divers conseils d'administration par le premier ministre Brian Mulroney. Il avait notamment présidé le conseil d'administration de Téléfilm Canada, se faisant remarquer pour son train de vie princier et ses comptes de dépenses impressionnants. Il a également été nommé au conseil de Via Rail en 1993, peu de temps avant que M. Mulroney ne quitte le pouvoir.

Reda Selim est de retour.

Comme plus de 5 000 personnes chaque semaine, Reda Selim a pris la décision de revenir chez Bell. Avec le plan SuperMax^{MC}, il économise jusqu'à 40% sur ses nombreux appels en Égypte.



Vous ne méritez rien de moins.



ACURA 3,5RL

Location **598 \$/mois*** Transport et préparation inclus

Financement **4,8%** à l'achat

Une vision qui inspire un élan de passion. **ACURA**

*Tarif mensuel de location-bail d'une durée de 48 mois, établis pour la 3,5RL, modèle KA965V (total des paiements : 28 704\$). Un acompte de 5 500\$, un dépôt de sécurité et un premier versement sont requis. Allocation de 24 000 km par année (franc de 0,105 par km supplémentaire). Taxes, frais d'immatriculation et assurances en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour la valeur résiduelle prédéterminée. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Assistants routiers Acura. Les deux premiers services d'entretien (pièces en sus) sont compris dans le prix de location-bail de l'Acura 3,5RL. Offre disponible seulement par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. Suivez à l'approbation du crédit.

ACURA LES CONCESSIONNAIRES FIDABLES

LES GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain Est,
Anjou. 354-8811

ACURA GABRIEL
4648, boul. St-Jean,
Dollard-des-Ormeaux. 696-7777

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie,
Blainville. 435-4455

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau,
Brossard. 659-1616

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean Talon O.,
Montréal. 340-1344

231762

Montréal métro

Impasse sur l'emplacement du poste 36

Outremont croit que les policiers couvriraient trop de territoire dans le Mile End

MARTIN PELCHAT

C'est l'impasse dans le dossier du futur poste de police de quartier Outremont-Mile End, à la suite du refus catégorique de la Ville d'Outremont d'accepter la limite géographique orientale proposée par la CUM.

Même si le compromis proposé cet été par la Commission de la sécurité publique de la CUM prévoit que le futur poste 36 sera érigé dans Outremont plutôt que dans le quartier montréalais du Mile End, il apparaît inacceptable au maire Jérôme Unterberg, car le territoire du poste s'étendrait trop à l'est, soit jusqu'à la rue Casgrain, à Montréal. Outremont désire que ce territoire s'arrête plutôt à l'avenue du Parc. Le scénario original de la CUM prévoyait le boulevard Saint-Laurent.

« C'est non, répond le maire Unterberg. On demandait une limite plus à l'ouest et on se retrouve plus à l'est. Ce serait profondément inéquitable pour nous. »

« On ne demande pas un poste exclusif à Outremont », insiste M. Unterberg.

Mais en intégrant au territoire du 36 les rues montréalaises situées entre Hutchison et l'avenue du Parc, on desservirait une population plus homogène; et avec un territoire de 28 000 habitants, « ça

ne serait pas le plus petit poste », plaide le maire.

Les élus d'Outremont savent bien que les policiers risquent d'être beaucoup plus occupés par le secteur est que par celui d'Outremont, où la criminalité est certes moins prononcée. Et ce n'est pas l'érection du poste à Outremont qui y changera grand-chose à leur avis.

« On sait bien qu'avec la police de quartier, les policiers seront sur le terrain », dit M. Unterberg.

« Le territoire en soi est beaucoup plus important que l'emplacement du poste. »

C'est notamment une affaire de cohésion dans la définition des stratégies d'intervention pour les organisations impliquées, note-t-il.

La proposition originale de la CUM prévoyait que le boulevard

Saint-Laurent serait la limite orientale du futur poste, mais cela divisait le Mile End en deux et soulevait l'opposition de la représentante de ce quartier au conseil municipal de Montréal, Hélène Fotopulos. Cette dernière tenait à ce que le découpage territorial respecte l'homogénéité de son quartier.

Selon la présidente de la Commission de la sécurité publique, Claire Saint-Arnaud, le compromis proposé semble satisfaire Mme Fotopulos — que nous n'avons pu joindre hier car elle est en vacances — et ce même si elle souhaitait que le Mile End abrite le futur poste.

« Le maire Unterberg souhaitait avoir le poste de police à Outremont et Mme Fotopulos voulait conserver le tissu social de son

quartier, ajoute Mme Saint-Arnaud. J'ai considéré que cette hypothèse était la plus intéressante. »

Le découpage du 36 n'a cependant pas encore été soumis au comité exécutif de la CUM et Outremont entend maintenant reprendre les pourparlers avec Mme Saint-Arnaud.

Par ailleurs, les protestations des élus de Montréal-Est et du quartier Pointe-aux-Trembles n'auront pas été vaines dans le cas du futur poste 49, un autre poste prévu dans la seconde phase d'implantation de la police de quartier, en 1998, car la CUM est revenue sur sa décision de l'établir rue Sherbrooke. Mme Saint-Arnaud a confirmé hier que le poste sera plutôt situé boulevard Saint-Jean-Baptiste (au 1498), que les élus locaux jugent plus accessible pour la population.

Des citoyens seront plongés au coeur des activités de la police de la CUM

ANDRÉ CEDILLOT

La police de la Communauté urbaine de Montréal pousse plus loin son programme de relations publiques en invitant les citoyens à suivre des cours pour se familiariser avec le travail des policiers et des enquêteurs des diverses escouades.

À compter du 1^{er} octobre, 40 citoyens choisis au hasard plongeront au coeur des activités du SPCUM en participant pendant dix semaines à des séances d'information portant sur la section des homicides, les opérations de radar, les enquêtes de stupéfiants, etc.

Pour vivre l'expérience de plus près encore, les participants visiteront un poste de quartier, un centre opérationnel et la centrale 911 où parviennent tous les appels de détresse. Les intéressés pourront même accompagner un superviseur durant sa ronde de patrouille.

« Les gens sont au fait de tous les mythes policiers, mais pas des actions journalières et des réalités auxquelles se collent les agents. C'est pourquoi on leur ouvre nos portes », a expliqué, hier, le directeur Jacques Duchesneau, en annonçant la création de l'Institut de partenariat de la police avec les citoyens.

Cette initiative s'inspire du projet « Citizen Police Academy », qui connaît du succès dans d'autres grandes villes comme Boston, Toronto, Vancouver et Los Angeles.

Lorsque les autorités ontariennes ont lancé le projet, l'automne dernier, pas moins de 3000 personnes se sont inscrites en trois mois !

M. Duchesneau est convaincu que les citoyens répondront nombreux à son appel. Il s'appuie sur les résultats d'un sondage effectué en 1994, avant l'implantation de la police de quartier, voulant que 56 % des répondants soient prêts à faire quatre heures par semaine de



Le directeur Jacques Duchesneau a annoncé la création de l'Institut de partenariat de la police avec les citoyens en compagnie de la petite Marie-France Savoie-Fiset, 10 ans, nommée chef d'un jour de la police de la CUM.

bénévolat pour régler les problèmes de désordre et de criminalité dans leur secteur.

« Il faut bien s'entendre : l'Institut n'est pas une école de police. Son but n'est pas d'inciter les citoyens à faire carrière dans la police, mais bien de connaître de l'intérieur le fonctionnement quotidien du service », insiste Jacques Duchesneau.

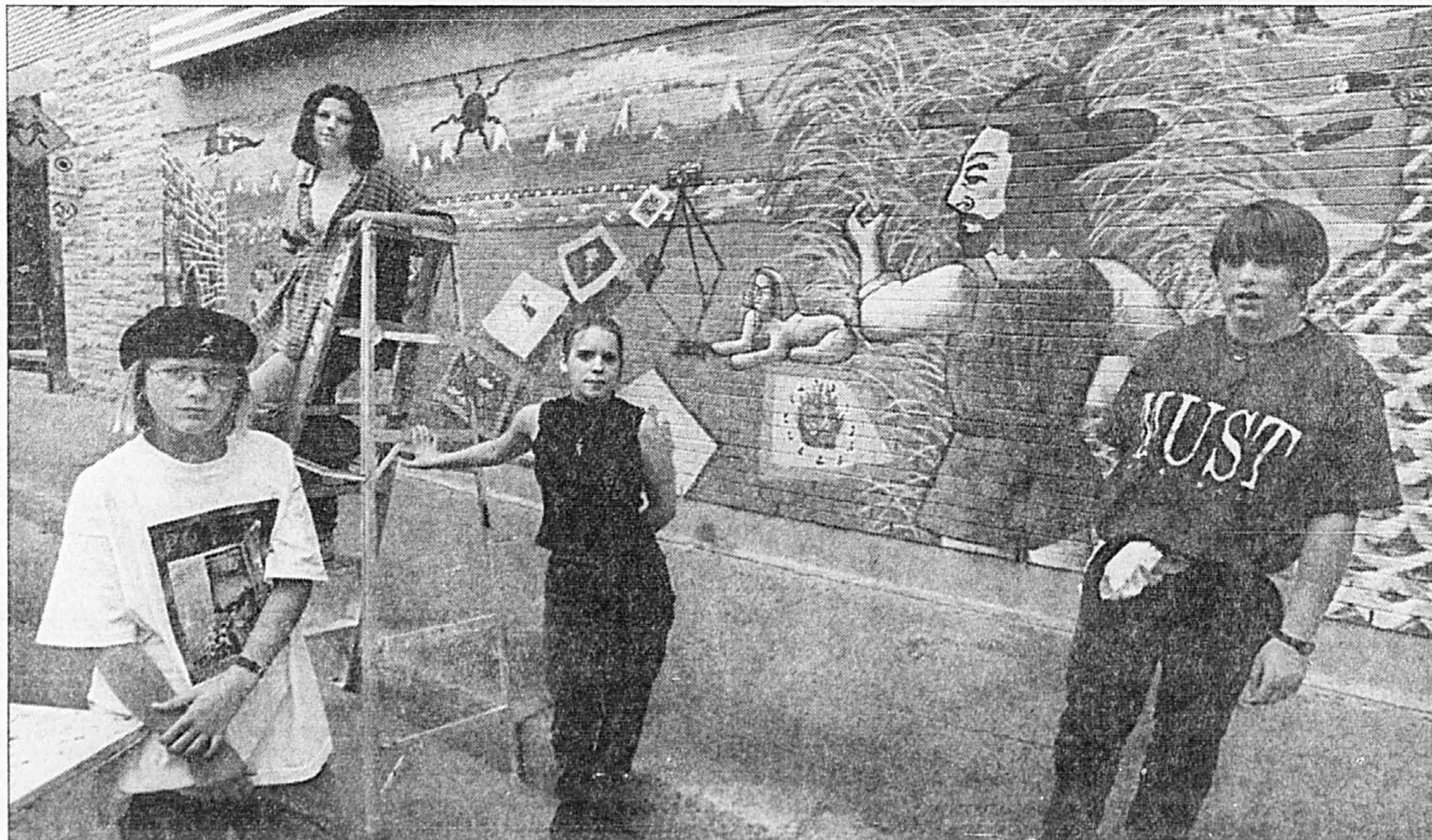
Une fois le cours terminé, les citoyens se verront remettre un certificat de reconnaissance. En échange, le SPCUM n'exige rien des participants.

« Tout ce que l'on souhaite, c'est d'en faire des citoyens mieux informés sur les réalités du travail policier, et qu'ils passeront le mot aux autres citoyens », a indiqué l'inspecteur Michel Miron, responsable de la section prévention et relations communautaires.

« Dépendant de la réaction des gens, il n'est pas impossible qu'on développe un lien de partenariat plus poussé », estime le directeur Duchesneau, allant jusqu'à dire que des bénévoles, comme c'est le cas à Ottawa, pourraient un jour

travailler dans les postes de quartier.

Les citoyens de 18 ans et plus qui veulent participer à la première session de cours ont jusqu'au 12 septembre pour remplir un formulaire d'inscription qui se trouve dans les postes de police et certains organismes communautaires de l'île de Montréal. Les 40 candidats seront choisis par tirage au sort, mais seront appelés « après certaines vérifications d'usage », a précisé Jacques Duchesneau, ajoutant avec un sourire qu'il ne voulait « pas de loups dans sa bergerie ».



Murale rue Saint-Hubert

Longtemps exposé aux assauts des graffitistes, le mur d'une pharmacie de la Plaza Saint-Hubert est désormais orné d'une vaste murale réalisée cet été par une douzaine d'adolescents fréquentant la maison de jeunes l'Hôte Maison, dans la Petite-Patrie. Vanessa Jolicoeur, Candy Jodoin-Kean, Véronique Venne et Magalie Barabé ont participé à l'ouvrage supervisé par deux artistes, dont un ex-graffitiste, dans le cadre du projet Graffiti de la Ville de Montréal.

Blue Bonnets : Forcillo suggère à Québec d'ajouter 10 millions

CLAUDE-V. MARSOLAIS

Afin de régler le différend sur la vente des terrains de l'hippodrome Blue Bonnets entre le conseil municipal et l'administration Bourque, le vice-président du comité exécutif, Sammy Forcillo, propose au gouvernement du Québec d'ajouter une somme de 10 millions de dollars qui servirait à rembourser un prêt que la Ville a consenti en 1995 à la Société d'habitation et du développement de Montréal (SHDM) pour l'acquisition des terrains.

En faisant cette proposition, M. Forcillo se démarque de la proposition formulée par l'opposition au conseil, qui réclame un bail à long terme plutôt qu'une vente. Il est d'avis que la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) ne serait pas disposée à accepter un bail puisqu'elle envisage de faire des investissements importants aux installations actuelles.

Le vice-président du comité exécutif, qui siège comme indépendant, soutient que la proposition gouvernementale de payer 35 millions pour les terrains de Blue Bonnets va se traduire par une perte comptable de 17 millions pour la Ville, que la Ville devra refiler aux contribuables ou emprunter à long terme.

« Si la Ville doit emprunter cette somme sur 15 ans comme l'a proposé le ministre Trudel, cela se traduira par un coût de 30 millions si on calcule le remboursement du capital et des intérêts. C'est autant d'argent qui sera ajouté au programme triennal d'investissement et qui ne servira pas pour des besoins pressants », plaide-t-il.

De plus, il estime à entre 25 et 30 millions la part de Montréal dans les travaux d'infrastructures pour désenclaver l'hippodrome en construisant un viaduc ou un tunnel pour relier les deux sections du boulevard Cavendish avec un embranchement sur Royalmount, ainsi que pour le réaménagement Décarie/Jean-Talon.

Budget alourdi

En ce qui concerne le bilan des sociétés paramunicipales, M. Forcillo soutient que la Ville devra ajouter une somme de 21,8 millions dans le prochain budget afin d'effacer les déficits d'exploitation et réduire la valeur de l'actif. Si on y ajoute une provision de 12,5 millions pour la vente à perte d'une grande partie des terrains de Blue Bonnets, c'est une somme de 34,3 millions qui devra être absorbée par le prochain budget.

« Traduit sur le compte d'impôts fonciers, cela représente sept cents par 100 \$ d'évaluation », dit-il.

Toutefois au Service des finances de la Ville, on ne s'inquiète pas trop de l'impact du bilan des paramunicipales sur le prochain budget en signalant qu'elles ont encore un actif de l'ordre de 235 millions qui est à vendre.

Un fonctionnaire, Serge Pourreaux, note que la vente de l'édifice Nordelec, qui abrite des dizaines de petites entreprises, pourrait affecter le bilan et son impact sur le budget.

Montréal métro

La fermeté de Québec « inquiète » les municipalités

NORMAN DELISLE
de la Presse Canadienne, QUÉBEC

Les représentants municipaux sont sortis « inquiets » hier d'une rencontre de deux heures tenue avec le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, et le président du Conseil du Trésor, Jacques Léonard.

« On est inquiet car le gouvernement persiste à nous refiler une facture de 544 millions », a déclaré le

porte-parole et président de l'Union des municipalités du Québec, Mario Laframboise, à sa sortie de la réunion.

Le seul espoir des municipalités d'infléchir la volonté du gouvernement est la rencontre prévue vendredi que les représentants municipaux tiendront avec le chef du gouvernement, le premier ministre Lucien Bouchard.

M. Laframboise et les maires qui l'accompagnaient ont pourtant fait valoir, hier, devant les deux ministres Léonard et Trudel, des arguments nouveaux.

Ils ont notamment rappelé que :

— le gouvernement québécois vient de toucher 175 millions de plus que prévu en compensations fédérales en matière de santé ;

— le fait qu'en juillet, 30 000 employés de l'État aient pris leur retraite au lieu des 15 000 initialement prévus permettra au gouvernement d'épargner 100 millions ;

— la croissance économique a été supérieure de 1,5 pour cent par rapport aux prévisions initiales de mai dernier, ce qui devrait se traduire par une augmentation des revenus du gouvernement de 225 millions.

« Voilà autant d'espace qui pour-

rait être utilisé au lieu de transférer la facture aux municipalités », a fait valoir le président de l'Union des municipalités.

L'UMQ abordera vendredi quatre sujets précis avec M. Bouchard : une baisse du montant de la contribution réclamée aux municipalités, la mise en place d'outils requis pour réduire les coûts de la main-d'œuvre dans les municipalités, les outils nécessaires pour la mise en commun de services municipaux et la nécessité de dissocier les négociations actuelles et celles sur un nouveau pacte fiscal.

Selon M. Laframboise, les deux

ministres qui représentaient le gouvernement à la réunion se sont toutefois entêtés dans les positions prises jusqu'à maintenant. « Pour contenter ses banquiers, le gouvernement doit réduire ses dépenses », a résumé M. Laframboise.

Pour leur part, les deux ministres Trudel et Léonard se sont refusés à émettre tout commentaire au sujet de la réunion.

« Je ne ferai pas de commentaire. On travaille intensément à trouver des pistes de solution », a dit M. Trudel.

Encore moins bavard, son collègue Jacques Léonard a référé les journalistes à son collègue Trudel.

Les professionnels de la Ville prêts à étudier des réaménagements

Le président du Syndicat des professionnels de la Ville de Montréal, Michel Vézina, a indiqué hier qu'il était prêt à rencontrer les négociateurs de la Ville afin d'étudier des réaménagements qui se traduiraient par des économies. « Nous sommes prêts à assumer notre part, mais il ne faut pas que cela se fasse à sens unique comme l'a suggéré le maire Bourque, qui veut nous faire avaler 90 % de la facture », dit-il.

M. Vézina a ajouté que son syndicat est prêt à étudier des réaménagements et même à revoir certaines conditions de travail afin de trouver des solutions.

Il regrette toutefois que la Ville n'ait pas donné suite à une disposition prévue dans leur convention qui avait comme objectif de trouver des mécanismes favorisant des économies. « Jamais la Ville n'a convoqué le comité de productivité et elle n'a jamais délégué de représentants au comité tripartite formé des deux parties et de l'IRIR afin de déterminer les écarts de rémunération dans certains corps d'emploi. Nous avons l'impression que l'administration actuelle veut planter les syndicats afin de se faire lire l'an prochain. »

La réévaluation de Tandem : un geste normal

Le directeur de la police de la CUM, Jacques Duchesneau, estime légitime qu'on revise le programme de l'opération Tandem, créé il y a bientôt 15 ans. « Tandem demeure un bon partenaire pour nous, mais il n'y a rien de mal à ce qu'on réévalue son action », a-t-il dit, hier, dans la foulée du conseiller municipal Marvin Rotrand, de la Coalition démocratique, qui s'interrogeait sur l'efficacité de cet organisme communautaire. « Après autant d'années, il est normal qu'on sache si Tandem répond toujours à sa mission, s'il respecte ses objectifs, s'il est possible qu'il aille encore plus loin », explique le directeur Duchesneau, ajoutant que le SPCUM n'avait pour sa part rien à redire sur le travail de Tandem. Voué à la prévention du crime, Tandem reçoit une aide annuelle de 1,2 million de la Ville. Avant de devenir un organisme communautaire en 1987, Tandem avait été sous l'égide de l'entreprise privée pendant quatre ans.

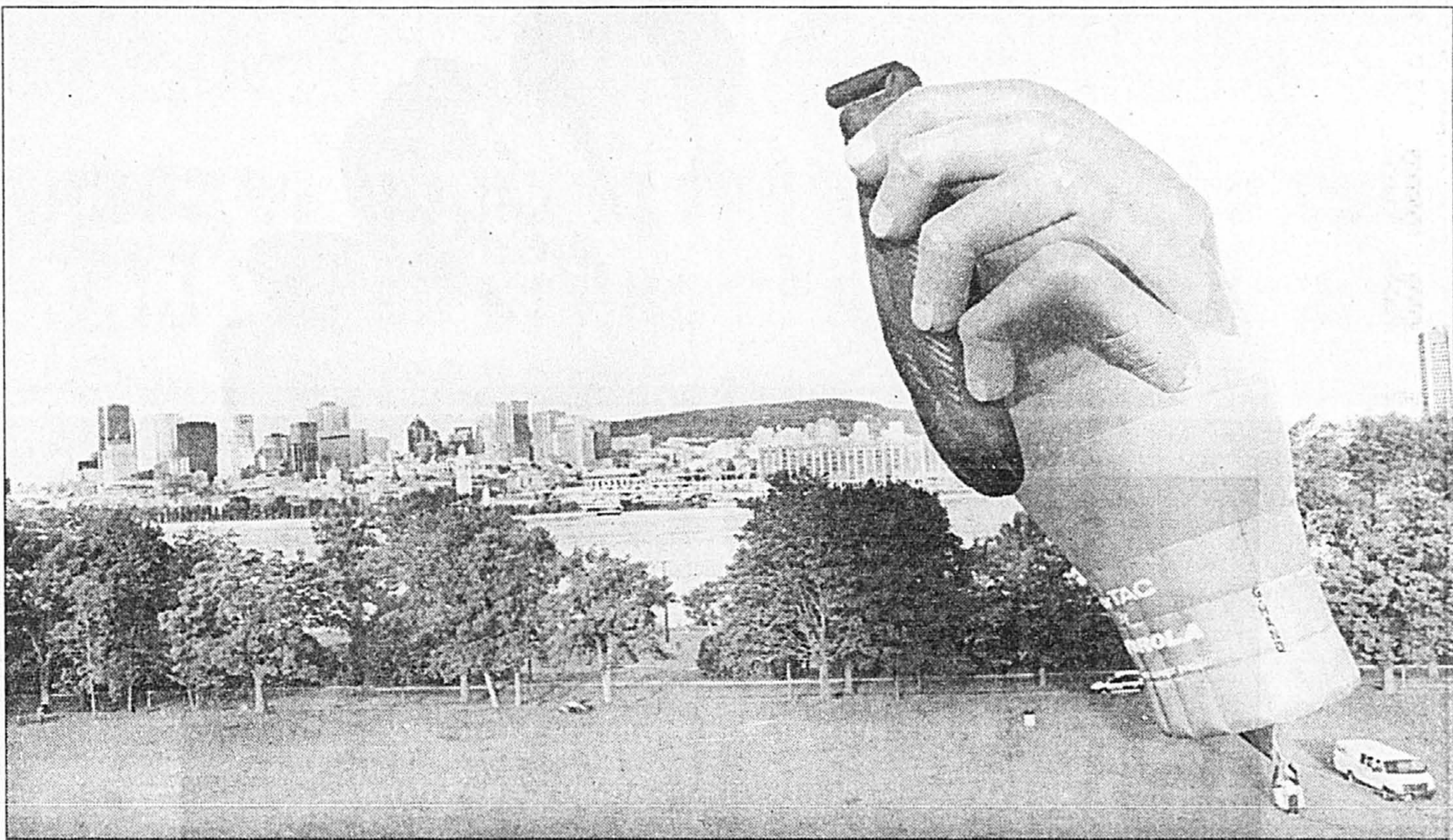


PHOTO PIERRE CÔTÉ. La Presse

Un minitéléphone géant

Suivant la trace du dirigeable Fido, Motorola Cellulaire a tenté hier matin de s'approprier le ciel de Montréal avec deux montgolfières en forme de téléphones cellulaires, dont cette main géante tenant dans sa paume l'appareil miniature Star-CAT. Mais les ballons de 45 et 55 mètres de haut n'ont pu prendre de l'altitude en raison des vents défavorables.

Le maire d'Oka est désabusé mais heureux de l'accord

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

L'achat par le gouvernement fédéral de 12 000 mètres carrés de terrains destinés à l'agrandissement du cimetière mohawk de Kanesatake est une bonne nouvelle pour tout le monde, estime le maire du village d'Oka, Jean Ouellette.

Toute cette affaire aurait toutefois pu être réglé il y a 12 ans, s'empressait-il d'ajouter, visi-

blement encore échaudé par ses relations avec Ottawa et les autochtones.

« Notre offre de vente de terrain était déjà sur la table du conseil de bande de Kanesatake il y a 12 ans, mais ils (les Mohawks) ne l'ont jamais relevée, soutient M. Ouellette. Alors quand je vois aujourd'hui Me Malloff (le négociateur du fédéral) se pêter les bretelles... »

Dans son offre initiale de 1985, précise le maire Ouellette, le village d'Oka était prêt à

vendre un terrain aux Mohawks, mais pas à l'endroit cédé cette semaine au gouvernement fédéral.

« On aurait préféré que ce soit le long de la route 344, mais c'est tout de même une bonne chose que ce dossier soit enfin réglé », indique M. Ouellette.

De toute façon, conclut le maire, les Mohawks avaient besoin d'espace pour leur cimetière, quatre corps étaient déjà enterrés sur une partie du parc municipal.

À VOS MARQUES,
prêts... lisez
le cahier
Sports
tous les jours dans
La Presse

Centre de formation continue de l'École Polytechnique

Un programme de certificat dans le secteur de l'environnement

La formation continue constitue une condition essentielle de succès dans un milieu industriel en constante évolution. Depuis plus de 40 ans, le Centre de formation continue de l'École Polytechnique de Montréal offre les programmes les mieux adaptés aux besoins en perfectionnement des ingénieurs, gestionnaires, technologues, autres professionnels et diplômés de niveau collégial. Dispensés par une équipe de professeurs constamment à l'affût des changements technologiques, de concert avec les meilleurs professionnels de l'industrie, ces cours du soir peuvent être suivis à titre d'étudiant libre ou encore déboucher sur l'obtention d'un baccalauréat par cumul. Ils vous permettent surtout d'obtenir des outils de travail concrets garants d'une formation qui se veut avant tout rigoureuse, réaliste et pratique.

Certificat en sciences appliquées à la protection de l'environnement

Objectifs : Les objectifs visés par le certificat en sciences appliquées à la protection de l'environnement qui s'adresse à tout professionnel œuvrant dans le domaine sont d'acquies des connaissances de base, théoriques et principalement pratiques, dans les domaines de l'analyse des risques liés à la protection de l'environnement; de favoriser le développement d'aptitudes professionnelles pour rendre le candidat capable de remplir efficacement ses tâches et d'accéder à des postes supérieurs dans ce domaine.

Pour informations
Centre de formation continue
École Polytechnique de Montréal
Téléphone : (514) 340-4700
Télécopieur : (514) 340-4169
Courrier électronique :
sepep.certificat@courrier.polymtl.ca

Places toujours disponibles !

ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

ALTIITUDE
SPORTS PLEIN AIR

SUPER VENTE D'ENTREPÔT

du 20 au 24 AOÛT

Un événement annuel à ne pas manquer!

30% à 80% DE RÉDUCTION
sur items sélectionnés

SACS À DOS
VÊTEMENTS
SKIS
BOTTES
TENTES
ETC

3879, TASCHEREAU, ST-HUBERT (514) 656-0088
1701, ST-DENIS, MONTRÉAL (514) 845-9145
1472, PEEL, MONTRÉAL (514) 288-8010

Le patronat veut libéraliser la sous-traitance

CLAUDE-V. MARSOLAIS

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) presse le gouvernement québécois d'amender les dispositions du Code du travail qui encadrent la sous-traitance. Selon lui, l'interprétation que lui donnent actuellement les tribunaux ne permet pas d'y recourir dans des conditions raisonnables.

Le président de l'organisme, Denis Beauregard, soutient que l'article 45 de cette loi oblige toute entreprise publique qui désire utiliser

la sous-traitance à transférer les coûts horaires payés dans le secteur public à l'entreprise privée. « Par exemple, si le coût horaire payé par les villes est de 27 % supérieur à la moyenne, l'entrepreneur privé devra ajuster son coût en conséquence. Il n'a donc aucun intérêt à soumissionner pour des contrats », explique-t-il.

Se basant sur un sondage effectué par la West Virginia University auprès de 66 villes américaines qui ont privatisé certains services, M. Beauregard note que la réduction

des coûts a été de 20,7 % pour les travaux et le transport publics, 16,3 % pour la sécurité des édifices, 17,3 % pour les services de santé et les services sociaux, 16,6 % pour l'entretien des parcs et les services récréatifs et 16,1 % pour les fonctions de support.

Dans le contexte du transfert d'une facture de 500 millions aux municipalités, le CPQ est d'avis que si le gouvernement ne s'attaque pas à la réorganisation du travail, il est inévitable que les contribuables auront à subir des hausses

de taxes. L'organisme prévoit déjà que la location au pied carré des surfaces commerciales pourrait grimper de 1 \$ le pied carré pour absorber la facture.

« Au 31 mars 1998, la dette par travailleur québécois aura atteint 89 230 \$, soit une augmentation de 1,4 % par rapport à l'année précédente, alors même que les coupes se font sentir de toutes parts. Au lieu de diminuer, la dette du secteur public québécois comprenant les organismes municipaux va passer de 146 milliards cette année à

149 milliards l'an prochain », explique le président de l'organisme patronal.

Bref pour le CPQ, il n'existe pas d'autre moyen d'assainir les finances publiques, sans hausser les impôts et les taxes, que d'instaurer des façons moins coûteuses de rendre les services, soit par la sous-traitance, l'impartition, ou d'autres formes de partenariat. M. Beauregard souligne qu'il faudra aussi regarder du côté de la fusion des municipalités ou de la mise en commun des services.



Prenez votre temps.
Versez-vous un grand verre de thé glacé.
Allongez-vous au soleil.
Regardez tranquillement nos tableaux.
C'est donc facile de magasiner une Saturn.
Encore un peu de thé glacé?

Prenez votre temps, regardez, comparez, réfléchissez, prenez encore votre temps, faites vos calculs : l'été est trop court pour s'énerver. C'est comme ça que Saturn voit les choses l'été..., l'automne, l'hiver et le printemps. Pas de pression, pas de marchandage, pas de stress, juste du temps, tout le temps dont vous avez besoin pour faire le meilleur choix. C'est la façon Saturn de faire les choses tout autrement. Bonne Saturn et bonnes vacances!



Pour faire tout autrement

La Saturn SL1 1997 (Boîte de vitesse manuelle)	
Vos paiements mensuels*	Votre versement initial ou échange équivalent
174 \$	2000 \$
204 \$	1000 \$
234 \$	0 \$

234 \$/mois*

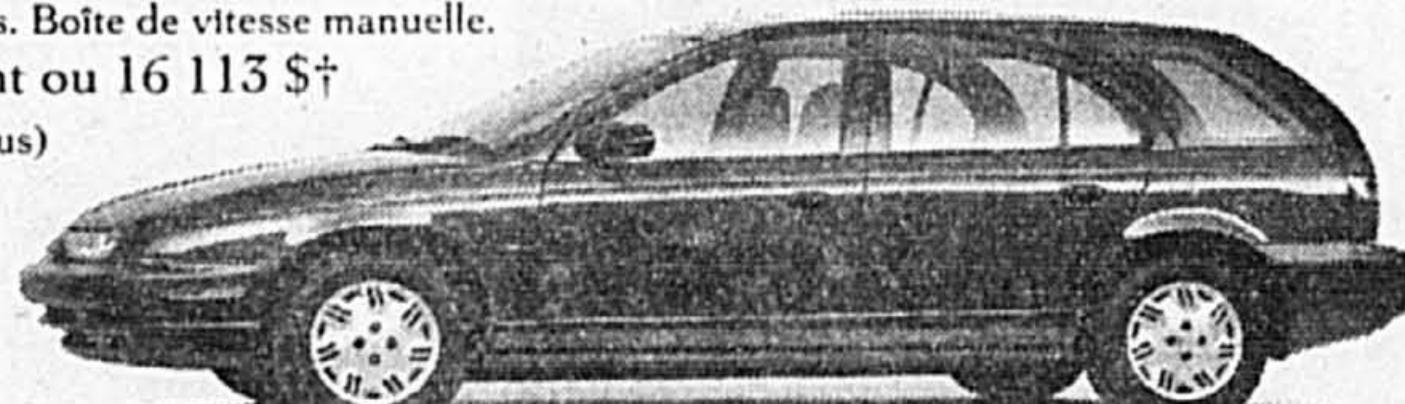
Bail de 36 mois. Boîte de vitesse manuelle.
0\$ comptant ou 15 405 \$†
(transport inclus)



La Saturn SW1 1997 (Boîte de vitesse manuelle)	
Vos paiements mensuels*	Votre versement initial ou échange équivalent
200 \$	2000 \$
230 \$	1000 \$
261 \$	0 \$

261 \$/mois*

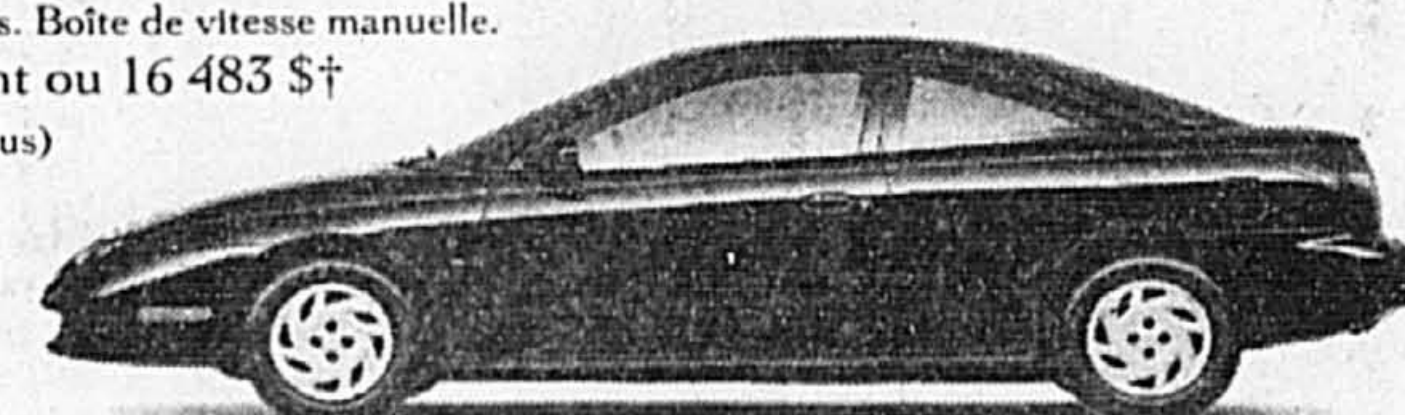
Bail de 36 mois. Boîte de vitesse manuelle.
0\$ comptant ou 16 113 \$†
(transport inclus)



La Saturn SC1 1997 (Boîte de vitesse manuelle)	
Vos paiements mensuels*	Votre versement initial ou échange équivalent
189 \$	2000 \$
220 \$	1000 \$
250 \$	0 \$

250 \$/mois*

Bail de 36 mois. Boîte de vitesse manuelle.
0\$ comptant ou 16 483 \$†
(transport inclus)



*Ces mensualités sont calculées sur un bail de location de 36 mois et comprennent le transport (455 \$). Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un premier versement (selon les tableaux ci-haut) plus taxes ainsi qu'un dépôt de garantie de 300 \$ vous seront demandés. Par ailleurs, le versement initial à payer sera selon l'option choisie. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 8 cents (basé sur un programme de bas kilométrage). Voyez votre détaillant Saturn pour un plan de location qui tient compte d'un versement initial et des mensualités convenant à votre budget. † PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix moindre.

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
437-6317

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
672-2500

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
964-1374

West Island Saturn Saab Isuzu
10 333, boul. Gouin Ouest
Roxboro
684-3161

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
385-9191

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
342-2222
(Angle Van Horne)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
861-2000
(Angle Cathcart et McGill College)

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
385-7222
www.mondial-ssi.com

Ste-Adèle défend sa police

ANDRÉ CÉDILOT

Les grandes villes ne sont pas les seules à contester l'étude qui veut que la police coûte trop cher au Québec: le maire de Sainte-Adèle (5314 habitants) ne croit pas non plus que sa police soit l'une des plus mal administrées.

À la veille d'une fusion avec la municipalité voisine de Mont-Rolland, le maire Pierre Grignon soutient qu'il est inéquitable d'établir les coûts de son service de police au prorata des citoyens qui habitent en permanence à Sainte-Adèle.

« Les week-ends, avec l'arrivée des villégiateurs qui possèdent des résidences secondaires, la population double. Et c'est sans compter les milliers de touristes qui ne font que passer », indique M. Grignon.

« On imagine facilement l'ampleur des services à assurer à tous ces gens. Certains, comme la police, continuent de leur être garantis même en leur absence », ajoute M. Grignon pour expliquer qu'il faut dix policiers à plein temps (incluant le directeur) pour assurer la sécurité publique.

Sur cette base, il estime que le service de police de Sainte-Adèle coûte 122 \$ par habitant, comparativement aux 231,07 \$ comptabilisés par le professeur Jacques Desbiens, de l'Université du Québec à Chicoutimi. La moyenne pour l'ensemble des corps de police est de 119,30 \$.

Par contre, l'étude montre que deux autres municipalités des Laurentides, Saint-Donat et Morin Heights, gèrent beaucoup mieux leur service de police. Avec le même taux d'encadrement policier (1,89 policier par 1000 habitants), il leur en coûte respectivement 28,46 \$ et 53,46 \$ en moins par habitant, alors que les citoyens de Sainte-Adèle paient 59,43 \$ en... trop.

En 1995, indiquent les données du professeur Desbiens, Saint-Donat comptait six policiers permanents pour desservir 3178 habitants, cependant que Morin Heights en avait quatre pour assurer la protection de ses 2117 citoyens.

Encore là, toutefois, le maire Grignon n'est pas d'accord avec ces comparaisons: Saint-Donat et Morin Heights n'ont pas la même enveloppe que Sainte-Adèle. La population flottante y est beaucoup moins importante et les infrastructures touristiques (hôtels, terrains de golfs, théâtres, etc.) beaucoup moindres.

Autre détail non négligeable, la surveillance policière n'y est pas non plus assurée jour et nuit, sept jours par semaine. Du moins à Saint-Donat, pour ce qu'en sait le maire de Sainte-Adèle. Comme quoi le débat sur le rapport Desbiens est loin d'être clos!

Eléphants cherchent emploi

Agence France-Presse
NEW DELHI

Une quarantaine d'éléphants ont défilé dans une ville du nord-est de l'Inde, leurs propriétaires protestant contre une décision de justice visant à protéger l'environnement mais qui les a laissés sans emploi, a rapporté hier l'agence PTI.

Cette manifestation de pachydermes s'est déroulée au cours des derniers jours dans la ville de Kailashah, dans l'État de Tripura.

La Cour suprême indienne a ordonné l'arrêt de l'exploitation de forêts de bambous dans trois États de l'extrême nord-est de l'Inde. Les éléphants y sont utilisés pour le transport des arbres.

Les États de Tripura, Manipur et Arunachal Pradesh ont fait appel contre cette décision de justice, affirmant que l'économie de cette région de forêts en souffrait.

Coupable de la mort d'un chauffeur de taxi à Bellefeuille

La Couronne et la défense recommandent au juge une peine de dix ans de prison

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Paul Desautels, qui avait 18 ans et trois mois au moment de l'assassinat de René Raymond, a enregistré, hier à Saint-Jérôme, un plaidoyer de culpabilité à une accusation d'homicide involontaire à la suite de la mort de ce chauffeur de taxi de 60 ans, le 23 octobre dernier à Bellefeuille.

Les deux avocats au dossier, Lyne Morais, pour la Couronne, et Jean Arsenault, en défense, ont suggéré que Desautels, dont le

complice d'âge mineur a été reconnu coupable d'une accusation d'homicide involontaire, soit condamné à une peine de dix ans de prison.

La juge Claire Barrette-Joncas, de la Cour supérieure, fera connaître sa décision le 4 septembre. Avant la fin de l'audience, elle a demandé à Desautels s'il avait quelque chose à dire. Le jeune homme a répondu qu'il regrettait son geste et qu'il demandait pardon à la famille de la victime.

Sans le sou, les deux jeunes gens

ont demandé un taxi alors qu'ils étaient à Saint-Jérôme, afin de retourner chez Desautels à Bellefeuille.

Ils n'avaient pas l'intention de voler le chauffeur, mais de faire un voyage gratuit.

Une fois à destination, ils ont voulu prendre la fuite. Ils étaient tous deux assis sur la banquette arrière. René Raymond a vu le manège et a verrouillé les deux portières. Les deux copains ont paniqué et l'adolescent qui était assis derrière le chauffeur a pris le chauffeur

par le cou pour le faire basculer en arrière.

Il y eut bagarre et Desautels a asséné 27 coups de revolver-briquet sur la tête du sexagénaire. Le pathologiste Claude Pothel en est venu à la conclusion qu'aucun de ces coups n'était mortel. René Raymond est mort par strangulation.

Voyant le chauffeur inconscient, Desautels a pris le volant pour aller cacher le taxi dans un sous-bois. Ce n'est que plusieurs heures plus tard que le véhicule a été repéré par

l'hélicoptère de la Sûreté du Québec.

L'adolescent avait été accusé de meurtre non prémédité. Dans sa décision, le 31 juillet, le juge Valmont Beaulieu, de la Cour du Québec, qui a présidé le procès, a souligné que la preuve présentée devant lui avait démontré que l'accusé n'avait pas eu l'intention de commettre un meurtre et c'est pour cette raison qu'il le reconnaissait coupable d'une accusation moindre.

EN BREF

Ordinateur réparé

Les cosmonautes à bord de *Mir* ont réparé hier l'ordinateur central de la station orbitale, et ils se préparaient à une intervention cruciale pour rétablir l'électricité dans le complexe spatial, a indiqué le Centre de contrôle des vols spatiaux russe. Mais ces réparations n'auront pas lieu avant la fin de la semaine, le temps que *Mir* puisse retrouver son régime de fonctionnement habituel après la panne d'ordinateur survenue lundi. Il faut compter « au moins deux jours » pour que la situation revienne à la normale, a indiqué l'ingénieur principal du Centre de contrôle des vols, Michail Pronine. Le dernier problème à résoudre concerne l'orientation de la station : elle est assurée depuis la panne d'ordinateur par des moteurs auxiliaires, obligeant à puiser dans les réserves d'essence.

Discovery rentre

La navette américaine *Discovery* a atterri hier sur la piste du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral, en Floride, au terme d'une mission de 11 jours consacrée à des expériences scientifiques et à l'observation de l'atmosphère avec un satellite allemand. Le vol, qui a été prolongé d'une journée pour des raisons météorologiques, est considéré comme réussi par les responsables de l'agence spatiale américaine (NASA), malgré quelques problèmes encourus dans la manœuvre d'un bras mécanique de fabrication japonaise qui doit équiper au siècle prochain la future station spatiale internationale *Alpha*. Au cours de leur mission, les six astronautes, dont le Canadien Bjarni Tryggvason, ont déployé, pour le récupérer huit jours plus tard, le satellite allemand d'étude de l'atmosphère CRISTA-SPAS.

45 000 victimes de pédophiles en Australie

Un groupe de 300 pédophiles pourrait avoir fait 45 000 victimes dans l'État australien du Queensland (nord-est), selon un rapport officiel publié hier. Des avions entiers de jeunes philippins auraient également été amenés dans cet État pour être livrés aux pédophiles, ajoute le rapport publié par la Commission de l'enfance du Queensland. Ce rapport accuse également les autorités de ne pas s'être attaquées officiellement aux molestations d'enfants et de ne pas avoir apporté de réponse aux accusations selon lesquelles des personnes coupables d'attentats à la pudeur ont été protégées par la police. La publication de ce rapport intervient au moment où la population s'inquiète de l'étendue des abus sexuels dont sont victimes les enfants en Australie et fait suite à des révélations d'une commission royale selon laquelle, dans l'État voisin de Nouvelle-Galles du Sud, de tels crimes ont été cachés au public pendant des dizaines d'années du fait de l'incompétence de la police et de l'indifférence officielle.

Pédophile canadien arrêté en Espagne

Un touriste canadien, originaire du Manitoba, a été interpellé lundi alors qu'il photographiait des enfants nus dans une piscine à Madrid, a indiqué la police hier. Ce Canadien, domicilié à Winnipeg, a été surpris à la piscine d'El Lago par une mère de famille au moment où il photographiait des enfants auxquels il avait demandé de baisser leur maillot de bain. La personne arrêtée, âgée de 29 ans et dont l'identité n'a pas été révélée, était en possession d'un certain nombre de photographies d'enfants nus.

Silence !

Un couple de Warendorf (ouest) a été condamné à faire l'amour en silence faute de quoi il devra payer une amende d'un demi-million de marks (277 000 \$) ou passer deux ans en prison, a décidé hier un tribunal administratif. Le couple a été traîné en justice par des voisins pour nuisances sonores liées à des ébats jugés trop fougueux, cris de joie, musique et disputes trop bruyantes. Après avoir tenté en vain de réconcilier les deux parties, le juge a entendu plusieurs témoins afin d'évaluer le niveau réel de la nuisance sonore invoquée, et « s'en est tenu au cadre prévu par la loi » pour rendre son jugement, selon ses propres propos.

Denim tout-terrain

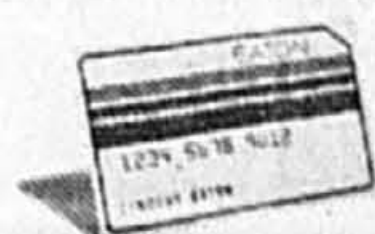
25% de rabais

sur une sélection de denim pour femmes, hommes et enfants

Levi's[®], Manager, Ikeda, Buffalo, Calvin Klein, SilverTab[™], Attitude et Retreat Blues!

**Nouveau chez Eaton!
Jeans Polo de Ralph Lauren, pour hommes et femmes.**

Chez Eaton Centre-ville, à Anjou et à Pointe-Claire. Les jeans Polo ne font pas partie de l'offre à 25% de rabais.



Offre en vigueur jusqu'au 7 septembre 1997. Articles en denim pour femmes, hommes et enfants pas offerts dans toutes les marques. Solderie des manufacturiers et notre magasin de Cavendish exclus de cette offre. Rabais sur les prix courants étiquetés.

Dernière ronde de négos aux Postes

Presse Canadienne
OTTAWA

Les travailleurs syndiqués de la Société canadienne des postes ont entrepris hier une dernière ronde de négociations avec la partie patronale, en présence de conciliateurs.

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, qui compare sa situation à la bataille que viennent tout juste de remporter les travailleurs d'UPS aux États-Unis, revendique une sécurité d'emploi accrue pour ses 45 000 membres, dont le tiers occupe un emploi à temps partiel. Selon le syndicat, 9000 employés temporaires ne possèdent aucune sécurité d'emploi.

« La question du temps partiel est identique », a commenté Darrell Tingley, président du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.

« Ce sont les mêmes questions sur lesquelles ils se sont battus aux États-Unis, et ils ont réussi, et nous allons réussir dans cette ronde de négociations. »

Le syndicat demande aussi une augmentation de salaire de 8,6 % pour la durée d'une convention collective de 18 mois. Un salarié de la Société canadienne des postes gagne en moyenne 35 000 \$ par an.

Le mois dernier, le syndicat, qui dispose d'un fonds de grève de 30 millions \$, affirmait que 89,5 % de ses membres avaient voté en faveur de la grève. Les pourparlers de cette semaine avec deux médiateurs nommés par le gouvernement marquent le début du compte à rebours au terme duquel les deux parties seront légalement en position de grève ou de lock-out, soit dès la mi-septembre.

Un ancien nazi va du Canada à Sidney

Agence France-Presse
SYDNEY

Un Australien âgé de 83 ans, Konrad Kalejs, accusé de complicité dans des crimes de guerre nazis, est arrivé hier à Sydney après son expulsion du Canada. Les autorités ont indiqué qu'il serait libre de ses mouvements. Le Canada a expulsé Kalejs au terme de dix mois d'enquête qui a établi que l'homme avait travaillé dans un camp de concentration en Lettonie du temps de l'occupation allemande et qu'à ce titre il s'était fait « complice d'actes brutaux et criminels ». Ayant la citoyenneté australienne, Kalejs a vécu aux États-Unis, puis est arrivé au Canada en 1994 muni d'un visa de touriste. L'homme, qui souffre d'un cancer, a toujours nié son appartenance à une organisation nazie. La communauté juive d'Australie avait demandé au gouvernement de ne pas l'accueillir.

COLLÈGE
Ahuntsic

COURS AUX ADULTES
Session AUTOMNE 1997

Inscriptions tardives
23 août de 9 h 30 à 13 h 30
local A-1160A

**DERNIÈRE CHANCE
PLACES LIMITÉES**

Programmes offerts

- Estimation en imprimerie
- Finance
- Impression offset
- Instrumentation, automatisation et robotique
- Réfrigération, chauffage, ventilation et climatisation
- Sciences de la nature
- Sciences humaines
- Techniques administratives
- Techniques de micro-informatique
- Techniques en graphisme
- Techniques juridiques
- Télécommunications

Renseignements :
COLLÈGE AHUNTSIC
Éducation permanente
9155, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) - H2M 1Y8 - Téléphone : (514) 389-5921 poste 2223

- Condition d'admission : posséder un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent.
- Documents requis : une photocopie du relevé de notes du secondaire V et du collégial, s'il y a lieu, et un extrait de naissance.
- Droits : le montant total des droits est payable au moment de l'inscription par cartes de crédit Visa et Mastercard ou par carte de débit Paiement direct.
- Aucuns frais de scolarité pour les personnes inscrites à temps plein.
- Possibilité de suivre certains cours le jour.
- Dans certains cas, formation de courte durée.
- Possibilité d'obtenir une aide financière.
- Service de reconnaissance des acquis.
- Documentation disponible au comptoir de l'Éducation permanente, local A-1320.

Performances élevées.
Taux surbaissé.



Accord SE «édition spéciale» 1997



TOUTE UNE AUTO. TOUT UN TAUX

3,8 %

Financement d'usine maximum de 60 mois offert pour

TOUTES LES ACCORD 1997 NEUVES.

En prenant le volant, certaines personnes aiment bien une voiture qui les impressionne par sa puissance, et qui impressionne les autres par sa distinction. Voilà pourquoi Honda veut vous impressionner avec un taux de financement vraiment bas pour ses Accord, du coupé le plus sportif jusqu'aux berlines les plus raffinées. Et cette offre englobe toute la gamme, y compris la EX-R à moteur VTEC, la berline V6 et les modèles SE «édition spéciale». Découvrez maintenant comment l'innovation technologique et l'élégance peuvent faire battre votre cœur.

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE

* Offre de financement d'achat facile par Honda Canada Finance Inc. Programme de financement à 3,8 % portant sur toutes les berlines Civic, Accord et les Odyssey 1997 pour des termes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Exemple de financement : 20 000 \$ au taux annuel de 3,8 % = 449,79 \$ par mois pendant 48 mois. Coût de l'emprunt : 1 589,92 \$. Coût total : 21 589,92 \$. Sujet à l'approbation du crédit.

LONGUEUIL VA HONDA

Le seul concessionnaire «QUALITÉ TOTALE» de la Rive-Sud

3551, chemin Chambly, Longueuil

679-4710

HONDA

Pièces et services
lundi au jeudi 7 h à 21 h
vendredi 7 h à 18 h

CONÇUES ET CONSTRUITES
SANS CONCESSION

Escort LX 1997



berline
ou familiale

UN SEUL
PRIX

197\$**
par mois
Location 24 mois

TRANSPORT INCLUS. AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS.
Climatiseur, trans. man. et groupe d'équipements 011A.

2,9%
de taux de crédit
Jusqu'à
48 mois

Sur ces modèles 1997
en stock*

THUNDERBIRD

COUGAR • CROWN VICTORIA
GRAND MARQUIS • RANGER
VILLAGER • PROBE • MUSTANG

L'ÉVÈNEMENT
**Je n'en crois pas
mes yeux!**



Aerosport XLT 1997

16 995\$**

Climatiseur, trans. aut., groupe sport et groupe d'équipements 635A.



Explorer Sport 4x4
1997 (2 portes)

299\$**
par mois
Location 24 mois

TRANSPORT INCLUS. AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS.
Climatiseur, trans. aut., groupe sport haut de gamme et groupe d'équipements 675D.



Explorer XLT 4x4
1997 (4 portes)

359\$**
par mois
Location 24 mois

TRANSPORT INCLUS. AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS.
Climatiseur, trans. aut. et groupe d'équipements 691B.

OFFRES D'UNE DURÉE LIMITÉE

PROGRAMME POUR DIPLOMÉS : Obtenez un rabais supplémentaire de 750 \$. Voyez votre concessionnaire pour les détails.

Concessionnaire officiel des Expos de Montréal



Vos concessionnaires Ford et vos
concessionnaires Lincoln Mercury participants



Financement, assurances et taxes applicables en sus. **2000 \$ de rebates et de rabais inclus. TPS et TVQ payables sur le plein prix d'achat avant déduction de la remise. Transport (875 \$) en sus. Première mensualité et versement de fonds en échange équivalents de 2500 \$ pour l'Escort LX 1997 (berline ou familiale); de 4295 \$ pour l'Explorer XLT 4x4 1997 (4 portes) ou l'Explorer Sport 4x4 1997 (2 portes) équipés. Des frais de 0,08 \$ par kilomètre après 30 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. *Taux de taux de crédit de 2,9 % s'applique à l'achat de véhicules neufs 1997 en stock. Sujet à l'approbation du crédit. Voyez votre concessionnaire pour les détails.